



Conseil municipal de la ville de Soorts- Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 20 janvier 2023

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL
DU 20 JANVIER 2023
19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 20 janvier 2023 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 9 décembre 2022

VIE MUNICIPALE

1. **Composition du conseil municipal : remplacement de Monsieur David MINVIELLE et installation de Monsieur Christian DUCAMP, nouveau conseiller.**

FINANCES

2. **Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2023.**

MARCHES PUBLICS

3. **Présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire de la commune de Soorts-Hossegor.**
4. **Signature d'une convention pour le lancement d'un groupement de commandes dans le cadre de la Stratégie « recul du trait de côte » avec les communes de Capbreton et Labenne.**

AFFAIRES GÉNÉRALES

5. **Délibération rapportée : Reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la commune à la communauté de communes.**
6. **Adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais.**

RESSOURCES HUMAINES

7. **Renouvellement et modification de la convention de mise à disposition d'un agent communal au CCAS pour la fonction de chargée de mission à l'EHPAD Les Magnolias.**
8. **Modification de la durée hebdomadaire de travail d'un agent du service social.**
9. **Création d'un emploi permanent à temps non complet de 15 heures hebdomadaires.**
10. **Ouvertures de postes : d'un adjoint technique et d'un agent social.**
11. **Ouvertures de postes de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité ».**
12. **Ouvertures de postes de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité ».**
13. **Création d'emploi temporaire pour « Remplacement ».**
14. **Mise à jour du règlement intérieur du personnel communal.**

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Affaires Générales :

- Modifications des tarifs services cimetière et funéraire

Marchés publics :

- Marché public de maîtrise d'œuvre relatif à la mise en œuvre du réaménagement durable des plages océanes et lacustre d'Hossegor

Affaires sociales :

- Prolongation d'une mise à disposition d'un logement communal libre

INFORMATIONS DIVERSES

- Calendrier prévisionnel des prochaines assemblées

Soorts-Hossegor, le 13 janvier 2023
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance :

Christophe VIGNAUD

Bonsoir et bienvenue à ce Conseil municipal du 20 janvier 2023, il est 19h00 et je vais donc procéder à l'appel nominal des conseillers.

Très bien, le quorum est atteint, je vais vous faire passer la feuille d'émargement à signer et à remettre à Éric. Maëlle DUBOSC-PAYSAN est désignée comme d'habitude secrétaire de séance.

Le côté administratif est terminé, je souhaite la bienvenue à notre public et à ceux qui nous suivent sur internet.

C'est le premier conseil de l'année, et comme le veut la coutume, je vous adresse tous mes vœux, une bonne et heureuse année 2023 et pour vous et vos proches. Que vos projets aboutissent et que votre avenir soit radieux.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue à notre nouveau conseiller municipal en remplacement de David MINVIELLE qui était démissionnaire, il s'agit de Christian DUCAMP. Merci d'avoir rejoint les équipes et d'apporter votre contribution au débat démocratique, nous en avons bien besoin.

Toujours dans l'actualité de nos élus, comme vous le savez, Emmanuelle BESCHERON est partie avec toute son équipe composée de 6 femmes et 5 autres personnes de l'équipage, du Pérou pour regagner à la rame sur un paddle Tahiti. Trois mois de traversée plus ou moins en relais et déjà plus de 1000 km parcourus. C'est une expérience extraordinaire, ce sont des femmes hors du commun et je voulais leur rendre hommage ce soir pour ce défi incroyable, un grand respect pour ce qu'elles réalisent pour une cause noble.

Vous pouvez d'ailleurs les suivre sur les réseaux sociaux, une page Facebook, Instagram et sinon à l'office du tourisme de Seignosse. Le 26 janvier le P.C Terre organise une soirée où ils rentreront en contact avec l'équipage donc si vous avez un moment n'hésitez pas. J'y suis allé pour leur départ et c'était assez émouvant et de les voir partir dans cette aventure.

Autre information mais je pense que vous l'avez déjà vu dans les journaux, l'équipe de France de rugby est en stage chez nos voisins de Capbreton où des séances d'entraînements seront ouvertes au public.

L'équipe de France espoir qui est l'antichambre de l'équipe de France est logée sur notre commune et ils font partis aussi de cette aventure. Chose qui nous ramène encore à démontrer l'attractivité de notre territoire. Comme préparer les grands événements sportifs puisque vous savez que cette année c'est la Coupe du monde de rugby en France.

Sur un sujet complètement différent, je voulais vous donner les dernières informations sur l'entretien du lac, sujet que j'avais abordé lors des vœux, il s'agit de la mise en place du chantier, qui se fera dès le 23 janvier pour une mise en route des travaux le 1^{er} février. Avec 28 jours de travaux en février ce qui tombe plutôt bien !

Une nouvelle technique sera employée pour réengraisser les plages lacustres du Parc et des Chênes Lièges. Tout ce travail qui ne va s'arrêter là, a pu se faire en collaboration avec les services de MACS port et lac et la SPSH qui nous ont aidés et épaulés dans ce processus. Merci à eux pour leurs conseils.

Bien, je ne vais pas être plus long car ce soir nous allons parler finances et budget, et cela est important.

Ce soir nous allons commencer à parler finances et budget. Cela est important car c'est ce qui va conduire toute notre politique d'investissement de cette année mais aussi des prochaines. Je vais d'ailleurs vous en parler un plus loin.

Avant de débiter et de laisser la parole à Edouard (DUPOUY) pour les finances, je voulais remercier encore une fois la commission animation pour toutes nos festivités de Noël. Nous avons passé une période enchantée. Animations, spectacles, musique, manèges, tout était parfait. Vivement l'année prochaine avec de nouvelles surprises dans le cadre du centenaire avec entre autres la fête du centre !

Merci encore Gaé.

La transition est toute faite pour évoquer le centenaire et je vais céder la parole à Céline Lunardelli qui va nous dire quelques mots sur le centenaire.

A toi Céline.

Céline LUNARDELLI :

Je voulais vous dire quelques mots sur cette année historique pour Soorts-Hossegor.

Pour rappel, nous avons travaillé ce centenaire sur 3 axes :

- Passé, présent et le futur
- Intergénérationnel : pour que toutes les tranches d'âge soient intéressées
- Par trimestre également pour s'adapter à la saisonnalité

Tout au long de cette année, vous allez pouvoir participer à des événements initiés par la mairie mais également par les associations de la ville que je remercie ici car nous avons reçu beaucoup de fiches projets et déjà plus d'une dizaine ont été validé par la commission Centenaire.

Notre partenaire Sud-Ouest publiera un début de programme dans leur publication du 29 janvier et vous aurez par la suite tout le détail sur nos supports de communication habituels.

Vous aurez aussi une petite surprise dans vos boîtes aux lettres pour le mois de février.

Vous pouvez également vous inscrire aux alertes sms pour recevoir les rappels de tous les événements. Site internet de la ville Soorts-Hossegor– rubrique vivre ici.

Je ne vais pas vous détailler ici chaque événement mais voici déjà les premières dates à retenir et à noter dans vos agendas pour le mois de mars :

-Jeudi 16 mars 19H30 : Avant-première du Film « Hossegor : histoire d'utopistes » au Cinéma Le Rex (pas d'inquiétude pour les personnes qui ne pourront pas être présentes il y aura d'autres séances de prévues)

-Samedi 18 mars 17H : la 1ère conférence d'une série de 8 au Sporting-Casino

Dont le thème est : « Avoir 100 ans c'est être jeune » avec écoutez bien car c'est pour vous qu'ils viennent :

M. Luc FERRY interviewé par Mr Patrice CARMOUZE.

L'évènement du mois d'avril sera bien visible, je n'en dis pas plus et vous laisserais découvrir ce que l'on vous prépare...

Cela fait maintenant plus d'un an que nous travaillons, sans exagérer presque tous les jours, sur ce bel événement et maintenant que cette année 2023 est lancée... je souhaite remercier tous les membres de la Commission Centenaire, pour leurs idées, leur disponibilité, leur travail, et l'implication qu'ils ont pour notre ville et pour ce centenaire.

Et je n'oublie pas dans mes remerciements les personnes de la mairie avec qui nous travaillons et avec qui nous allons encore plus travailler cette année et sans qui rien ne pourrait se faire : je pense à Elodie, à Lorraine, Justine, à Jérôme, au service animations, aux services techniques et à l'office de tourisme.

Merci.

Christophe VIGNAUD :

Et je vous donnerai au fur et à mesure de l'année des informations.

Merci Céline pour ces informations, nous espérons que 2023 avec le centenaire et ses animations feront découvrir ou redécouvrir notre belle cité.

Nous allons passer à l'ordre du jour du Conseil de ce soir et comme toujours, nous devons voter l'approbation du procès-verbal de la dernière séance du 9 décembre.

Est-ce que vous avez des observations ou des remarques ? Non, très bien. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité, parfait.

VIE MUNICIPALE

1. Composition du conseil municipal : remplacement de Monsieur David MINVIELLE et installation de Monsieur Christian DUCAMP, nouveau conseiller

Le premier point de l'ordre du jour, c'est la composition du Conseil municipal avec le remplacement de David Minvielle et l'installation de monsieur Christian DUCAMP.

Lors du Conseil municipal du 9 décembre dernier monsieur David Minvielle a fait part de sa décision de démissionner de son mandat de conseiller municipal et Christian DUCAMP, ici présent, a accepté la fonction de conseiller municipal. Nous devons acter ce remplaçant l'installation d'un nouveau conseiller municipal.

Alors, encore une fois bienvenue dans notre assemblée !

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-001 : Composition du conseil municipal : remplacement de Monsieur David MINVIELLE et installation du nouveau conseiller municipal

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le conseiller municipal Monsieur David MINVIELLE, élu sur la liste « Soorts-Hossegor Naturellement », a présenté par courrier en date du 12 décembre 2022 sa démission de son mandat de conseiller municipal.

Madame la Préfète des Landes a été informée par courrier de cette démission en application de l'article L. 2121-4 du CGCT.

Conformément aux règles édictées à l'article L.270 du Code électoral « le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller Municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».

Considérant les candidats venant sur la liste immédiatement après le dernier élu,

Considérant l'accord écrit de Monsieur Christian DUCAMP de siéger en tant que conseiller municipal,

Monsieur Christian DUCAMP est donc appelé à remplacer Monsieur David MINVIELLE au sein du Conseil Municipal,

En conséquence, conformément à l'article L.270 du code électoral Monsieur Christian DUCAMP est installé dans ses fonctions de conseiller municipal.

Le tableau du Conseil Municipal sera mis à jour et Madame la Préfète des Landes sera informée de cette modification.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de l'installation de Monsieur Christian DUCAMP en qualité de conseiller municipal du groupe minoritaire « Soorts-Hossegor Naturellement ».

AUTORISE Monsieur le maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2023.

Point suivant, point numéro 2, qui est quand même le point le plus important de ce soir. Il s'agit du débat et du rapport sur les orientations budgétaires 2023.

Nous allons parler chiffres, et Mélanie (FOURGS) est présente ce soir avec Edouard (DUPOUY).

Nous allons faire dérouler les différents budgets, le ROB vous l'avez reçu sur vos boîtes mail avec les explications de texte, mais une petite explication globale de ce que nous avons décidé de faire quand je dis « nous », je parle du Conseil municipal, en tout cas de la majorité.

Comme son nom l'indique c'est un débat, ce n'est qu'un débat et vous n'aurez pas à voter mais vous aurez à échanger, à dialoguer sur les perspectives 2023.

En effet le projet politique que nous portons depuis près de trois ans à mis en avant des choix et des axes que nous défendons. Je vais vous brosser rapidement les points importants qui vont vous donner les clefs pour mieux comprendre le budget 2023 mais les perspectives que nous allons mettre en place dès 2024.

Notre politique d'investissement est importante car au regard de ce que nous avons eu à l'arrivée de notre mandat, il y avait urgence à agir.

Tout d'abord sur le patrimoine qu'il fallait sauvegarder.

Le poste de police est un exemple car il était à la limite de l'insalubrité et les conditions de travail des agents n'étaient plus acceptables.

La place des Landais est aussi un point crucial de nos investissements. Je vous rappelle que nous étions en péril imminent et que les bâtiments devaient tomber si nous avions écouté les spécialistes de l'époque. Des travaux par les propriétaires ont été fait et de notre côté il devenait urgent de refaire la place. Nous avons élargi le périmètre avec la sécurisation des axes arrière de la place, la remise à niveau de la place des landais, mais aussi de la place des basques qui avait un brumisateur qui ne marchait plus depuis 3 ans et qui était source de nuisances et de danger total. Oui cela semble somptueux de refaire cela mais c'était nécessaire. Après nous avons voulu suivre l'histoire de la ville et garder ce que les frères Gomez nous avaient légués donc cela coûte plus cher que de refaire une place en béton sans arbre, sans détail qui ne correspond pas aux époques des années 1930. Etc...

Dans la même veine nous engageons pour notre futur la réhabilitation du Sporting-Casino dans son ensemble. Comme je l'ai dit lors des vœux aucun étage ne sera oublié.

Le plus beau bâtiment de notre commune est à l'abandon total avec le bengali ancienne salle de spectacle qui est pourri de l'intérieur, nous allons sortir une vraie salle de spectacle avec 210 places et cela dans la lignée des frères Gomez, encore eux. Des coursives et des gradins totalement érodés que nous allons devoir restaurer à l'identique. Rien que pour cela nous avons 1,5 M euros de dépassement des budgets futurs.

La salle d'escrime au dernier étage qui est totalement à refaire, le restaurant que nous reprenons car il est aussi urgent de proposer une offre qui soit à la hauteur de nos investissements et enfin la piscine qui est à refaire totalement avec un bassin rénové et cela agrémenter de vestiaires.

Un autre lieu que nous allons réhabiliter et que nous verrons apparaître dans les budgets prochains, c'est la ferme de Bielle. Là encore c'est un sujet mainte fois évoqué que personne n'a pris en compte. Et bien nous allons la refaire et donner à cet espace un lieu qu'il mérite. Le patrimoine est un point important pour une ville. Je regrette que nous ayons perdu cela lors des années précédentes.

La politique sécuritaire fait aussi partie de notre engagement. Il est sur le volet de la circulation et de la protection des biens et des personnes.

Sur le premier volet nous avons fait un parking aux écoles. C'était un besoin pour sécuriser les parents qui amènent les enfants mais aussi les touristes l'été pour que nous puissions offrir un lieu de parking moins sauvage que celui que nous subissons chaque année. En complément nous allons sécuriser l'avenue des écoles. La sécurisation aussi avec les pistes cyclables. Une grande avancée avec déjà des pistes partagées sur l'avenue du TCF mais aussi le long du lac qui va se prolonger cette année avec l'avenue de Oyats au fond du lac et après dans les années à venir la fin du le long du lac, l'avenue d'Agen et la route des Lacs.

Cela va achever le maillage que nous voulons mettre en place dès cette année avec le début des travaux sur l'avenue de Bordeaux qui va proposer une voie protégée pour les vélos de Soorts à Hossegor et une route avec des aménagements qui la rendra moins rapide.

Par ailleurs nous allons mettre en place une politique de vitesse en centre-ville et dans les quartiers à 30 tout cela pour être cohérents dans notre programme de protection des personnes.

Cela passe aussi avec la sécurisation par les caméras. Notre système qui a fait ses preuves, sera étendu. Place des Landais avec des points stratégiques qui n'avaient pas de contrôle mais aussi sur des axes dans la ville pour que nous puissions suivre les éventuels méfaits que nous pourrions avoir sur notre ville. Cela a fait ses preuves et l'exemple du jeune homme à Noël qui a commis un meurtre sur un bateau a pu se résoudre grâce à cela.

En complément et cela n'est pas neutre en terme budgétaire c'est le personnel privé que nous employons l'été pour surveiller nos installations à la plage mais aussi en centre-ville. Depuis 3 ans que nous avons monté ce dispositif nous avons moins de problèmes et d'incivilités même si cela continue encore. Cette politique de protection est primordiale pour nos commerçants pour nos estivants pour nos administrés afin qu'ils se sentent en toute sécurité dans notre commune.

Et enfin l'organisation et l'information.

Nous avons fait un choix d'organisation qui demande ressources et budget. Pour rappel les services étaient en sous effectifs. Une personne dans les postes clefs comme la comptabilité, les Rh, le juridique ne pouvaient être acceptable. Aucune perspective d'évolution et un management non participatif. Ma volonté était de changer cela et de donner aux agents le moyen de s'exprimer et de prendre part à la vie de la commune. Cela est passé par des changements drastiques et des refontes dans les services. Nous avons mis en place une politique qui mène à ce que les agents produisent plus et plus vite et des binômes ont été constitués. Cela a un coût et comme nous le dit souvent Lionel la masse salariale est un point à surveiller. Il a raison et c'est une chose qui nous préoccupe tout le temps dans la manière de conduire les budgets de la ville. Cependant face à tous les projets ambitieux que nous mettons en place cette organisation devait voir le jour. Il y a encore des ajustements dans cette partie afin de répondre à nos attentes, à celles de nos administrés et aux engagements de performance que nous nous sommes fixés.

Pour cela là aussi nous avons pris en main le système d'information. Internet, la fibre noire que nous mettrons en place, les postes de travail que nous avons changé, toute cette partie était obsolète et nous avons mis en place une vraie politique numérique pour que la ville soit à la pointe du progrès. Oui c'était un peu ancestral mais nous voulions la moderniser et faire passer notre ville dans un nouvel élan.

Pour tout cela il nous fallait des budgets et des ressources. C'est ce que nous nous employons tous les jours à trouver afin de répondre à ces exigences que nous nous sommes fixées.

J'ai sûrement oublié nombres de travaux dont vous avez déjà connaissance comme le plan lumière qui est sur 5 ans ; les actions sur le pluvial que nous faisons chaque année et le plan d'assainissement que nous allons lancer prochainement afin de raccorder les dernières maisons au réseau et d'autres travaux journaliers que nous avons dans notre belle cité.

Voilà j'en ai fini mais il était important que nous partagions cela ensemble.

2023 vous le verrez est sans contraintes et problèmes.

Dès 2024 compte tenu de ce que je viens de vous expliquer nous allons faire appel à l'emprunt mais beaucoup moins important que l'on peut imaginer. En effet nous allons nous endetter suivant les tranches des travaux du casino.

Vous le verrez et Edouard vous le confirmera notre seuil d'endettements est bas et nous devrions rester raisonnables à ce qui nous est permis mais je ne vais pas entamer le travail de Mélanie et d'Edouard.

Je ne vais pas entamer le travail de Mélanie et d'Edouard, et je vais laisser la parole à Edouard DUPOUY qui va vous expliquer cela.

Edouard DUPOUY :

Merci Monsieur le Maire, avant de démarrer cette présentation : premier point est déjà de remercier les services qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport sur les orientations budgétaires et plus précisément un grand merci à Mélanie (FOURGS) qui m'accompagne ce soir.

Deuxièmement, il est important de préciser ou repréciser que c'est un débat, il n'y aura pas de vote et chacun est libre de s'exprimer et comme tu me l'as demandé Baudouin (MERLET) je vais donc te céder la parole puisque tu souhaites t'exprimer avant même que je démarre.

Baudouin MERLET :

Je t'en saurais gré, je voudrais simplement dire, et je ne vais pas paraphraser ce que Monsieur le Maire a exprimé dans la première partie mais je souhaiterais quand même dire quelque chose sur les grands projets. Nous le savons tous une réunion publique a été instituée annuellement et au cours de laquelle sont exposés les grands projets qui sont ou qui seront réalisés par la municipalité. Mais malgré ces réunions publiques, il me semblerait utile que par rapport au ROB et sur la base du ROB, dont les lignes sont extrêmement détaillées, que l'on mette peut-être en exergue, et on en a déjà cité quelques-uns c'est pour ça que je m'aperçois que nous avons parfois nos neurones connectés.

Tu en a mis en exergue certains mais je crois qu'il serait important qu'on les souligne fortement. S'agissant de grands projets qui s'inscrivent dans le très long terme, qu'il s'agisse du casino, qu'il s'agisse du lac et je ne vais pas tous les citer, tu en as cité certains et il y en a d'autres.

Nous savons que ces projets, sans aucun doute nous contraindront à faire appel à des fonds privés et j'insiste sur les fonds privés à long terme. Quand on parle de long terme, on ne parle pas d'un an, 2 ans ou 3 ans, on peut aller jusqu'à 9/10 ans d'emprunt.

Je peux me tromper, mais en tous cas moi je ne me fais aucun doute sur quelque appui public que ce soit... Si jamais on parvenait à percevoir quelque chose en termes de fonds publics, je considérerais que c'est un rêve éveillé qui s'est réalisé.

Donc il faut s'attendre à être contraint de faire une recherche auprès d'investisseurs privés sur du long terme à des conditions les plus serrées possibles, à moins qu'on me démontre le contraire afin d'éviter d'avoir à pomper si je puis dire sur une partie de notre trésorerie et donc d'affaiblir notre capacité propre, notre financement.

Donc ma première question est où en sommes-nous ? Quels sont vraiment les grands projets à très long terme l'on peut mettre en exergue à partir de ce document ?

Deuxièmement est-ce qu'une procédure de recherche de fonds privés au-delà des 3 ans dont tu parlais et puisque de toute façon ça va engager vraisemblablement plusieurs mandatures compte tenu du montant global qui reste à définir... Donc ça dépassera j'en suis intimement convaincu et c'est une

raison pour laquelle je demande aussi à savoir à quel état d'avancement nous en sommes sur ce point-là ?

Les emprunts qui seront faits, qui seront contractés seront donc assumés ou en partie par les mandatures suivantes, il faut donc qu'on soit très vigilants sur les engagements que l'on prend sur cette mandature qui est à 3 ans de son échéance.

Je souhaiterais que cette recherche se fasse de manière extrêmement conjointe entre la municipalité et la commission des finances qui a quand même son rôle à jouer, sachant qu'elle est en principe compétente pour apporter un appui de recherche de la municipalité dans son ensemble.

Alors tout cela étant dit, je vais faire court, merci si possible d'évoquer ces points là sur le long terme, le très long terme. Nous sommes dans un temps long et je voudrais remercier Edouard de m'avoir passé le micro et j'espère ne pas avoir consommé trop d'électricité pour qu'il lui en reste.

Edouard DUPOUY :

Je/ nous allons tenter de répondre à toutes ces interrogations en présentant le ROB que vous avez tous reçu, il se compose de 5 grandes parties alors je vous épargne les éléments de contexte économique puisqu'ils sont liés au contexte international et national qui est certes très intéressant mais concentrons-nous peut être sur notre commune pour gagner un petit peu de temps.

Le premier point concerne les recettes de la commune avec en premier point la fiscalité directe, vous avez un graphique qui vous présente l'évolution, donc le produit fiscal de la commune est estimé à 5 147 886€ soit une évolution de 8% par rapport à l'exercice 2022, la première question qui peut se poser c'est à quoi est due cette évolution ? Certainement pas à l'évolution de taux puisque vous connaissez notre position depuis le début qui est de ne pas augmenter la pression fiscale sur la commune, donc les taux ne bougent pas, c'est juste un effet de base qui nous rapporte ces produits supplémentaires.

Les autres ressources fiscales, je vais les détailler parce qu'il y a la taxe foncière, la taxe d'habitation qui représente donc ces 5 147 886€ et je viens de le dire mais il y a également d'autres ressources fiscales. Nous les avons détaillées un petit peu, il y a notamment les droits de mutation. Ces droits de mutation qui sont toujours en forte croissance en tout cas avec une part prépondérante, vous vous souvenez qu'en 2021 nous avons atteint presque les 2M d'euros et pour 2022 nous allons être dans la même situation.

Je le précise au cas où ce ne serait pas clair mais tous les chiffres de 2022 ne sont pas arrêtés, comme vous le savez nous allons arrêter les comptes lors du Conseil du 17 mars, si je ne dis pas de bêtises et nous voterons également lors de cette séance le budget donc les chiffres 2022 sont pas arrêtés ils sont encore un peu flottants et s'il y a des mises à jour je vous les indiquerai notamment par exemple sur la taxe de séjour.

Comme vous pouvez le voir, le chiffre qui est indiqué en 2022 pour la taxe de séjour n'est plus bon, on n'est plus à 402 000€, nous avons dépassé 500 000€ cette année.

Et en droits de mutation le chiffre qui est indiqué n'est plus bon également puisqu'on frôle les 2M€. Donc voilà alors sur ces points-là quelle est la stratégie ? C'est toujours la même c'est de faire preuve d'une certaine prudence, à la fois sur les droits de mutation de faire le choix d'indiquer dans le budget 2023 un chiffre d'un 1.3M€ ce qui me paraît prudent, pareil sur la taxe de séjour un chiffre à 400 000€ pour atteindre donc un total de 7.8M€ au niveau des Impôts et taxes.

Ensuite il y a 2 choses sur lesquelles je ne vais pas rentrer dans le détail, c'est le potentiel fiscal de la commune qui est un indicateur et l'effort fiscal de la commune. Ce qui est peut-être intéressant c'est

de voir, de se comparer sur ces taux dont je parlais. Typiquement si je prends un exemple, le taux de fiscalité sur le foncier bâti de notre commune il est à 28,82 et on le voit très bien dans ce tableau, il n'y a pas d'évolution et si on le compare à des villes de notre strate, alors c'est toujours délicat et je le répéterai mais c'est assez délicat de comparer notre commune aux autres, on peut faire 2 choix soit se comparer à des communes pour le même nombre d'habitants dans les communes autour de 3500 habitants soit aller sur la strate un peu plus haute étant donné que nous sommes une commune « surclassée » du fait du tourisme autour de 20 000 habitants. Bref, on se rendra compte dans le rapport et j'y reviendrai qu'à chaque fois qu'on se compare à ces 2 strates, nous sommes toujours dans les clous c'est-à-dire soit on a des taux plus attractifs ou soit pour ce qui concerne la fiscalité on a des taux inférieurs.

Je reviens à cet exemple de fiscalité sur le foncier bâti la moyenne nationale est à 37,7 ; nous sommes à 28,8 donc il y a de la marge mais notre souhait c'est de garder cette fiscalité, de ne pas l'augmenter.

Ensuite, la dotation globale de fonctionnement qui pourrait être résumée comme une subvention même si le terme est pas bon mais de l'Etat, le graphique qui vous montre qu'elle est en décroissance et ce depuis des années. Autour de 1.5M€ en 2012 et chaque année on perd un petit peu ; là, elle s'élève à 662 000€ en 2023 donc la D.G.F qui décroît toujours.

Le fonds de péréquation intercommunal et communal qui est un terme un petit peu barbare que nous n'affichons pas parce qu'à ce stade cela ne nous concerne pas et nous espérons que dans l'avenir cela ne nous concernera pas donc pour le moment il n'y a pas d'impact.

Enfin, synthèses des recettes réelles de fonctionnement, je vais juste détailler 2 petits points qui ne seront peut-être pas clairs sur les produits exceptionnels, vous avez notamment une ligne qui a 523 000€ qui concerne la vente de la maison « Lacout » qui pourrait avoir lieu sur l'exercice 2023, sur le reste, il n'y a pas de variation significative. Voilà ce qu'il faut retenir sur les recettes, c'est que nous sommes sur une stabilité, nous restons prudents et nous avons des chiffres qui sont à peu près stables. Voilà comment je le résumerai, ensuite si vous n'avez pas de questions sur cette partie recette, je vais avancer j'ai passé aux dépenses réelles de fonctionnement. Sur les dépenses il y a quelques petites variations que je vais signaler ; la première vous vous en doutez ce sont les variations des dépenses qui sont liées à l'inflation, nous avons déjà eu des impacts sur l'année 2022, pour tout ce qui concerne les charges de fluide avec un impact de 113 000€ et malheureusement ça va continuer et vous le savez tous sur l'année 2023, nous avons projeté une évolution de + 360 000€ de dépenses sur ce sujet-là. Le 2^{ème} point qu'il faut avoir en tête, et que vous avez tous c'est le centenaire, puisqu'évidemment nous finançons cette année donc c'est une charge exceptionnelle sur l'exercice qui impacte également légèrement les dépenses de l'année.

Sur les dépenses de fluide voilà vous avez notamment ce graphe qui est assez parlant qui montre bien qu'on a eu une forte variation déjà sur 2022 et sur 2023 ça s'accroît ; alors c'est à la fois l'eau, l'assainissement, l'énergie, l'électricité mais aussi le carburant. Toutes ces dépenses qui progressent ! 2^{ème} partie les charges de personnel, toujours dans les dépenses, alors c'est intéressant puisque c'est un sujet qui passionne pour lequel nous avons toujours des interventions pertinentes qui sont en progression et c'est un choix stratégique que tu as parfaitement détaillé, mais en réalité si nous prenons un peu de recul et que nous regardons quelle est la part, le poids des charges de personnel dans le budget de notre commune et si on le compare à d'autres villes, nous sommes à 51%, ce qui est inférieur au taux qu'on peut retrouver en moyenne à la fois dans les villes de 3500 habitants et même les plus grosses communes .

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Comment ? Non nous faisons attention, et ce n'est pas parce que nous sommes à 51% que nous allons continuer à recruter non !

Edouard DUPOUY :

Non, bien au contraire ce n'est pas ce que je veux dire, le message c'est de dire y a pas lieu de s'alarmer, de s'alerter, ce sont des dépenses qui sont contenues et qui seront gérées probablement sur 2023.

C'est un choix parfaitement assumé, sur 2023 au niveau de la prospective, il y a évidemment un impact inflation qui était chiffré à 5,7% qui impacte et il y a aussi les recrutements, c'est l'effet de ce que j'appelle l'effet année pleine. Ce sont les recrutements qui ont été entamés sur l'année précédente et pour lequel l'impact se produit sur l'année complète en l'occurrence c'était sur 2022.

Les recrutements à l'urbanisme, aux finances et au juridique. Voilà pour les charges de personnel. Ensuite nous avons effectivement le point d'indice qui a évolué et puis pour l'année prochaine nous aurons à traiter le CIA, Baudouin si tu veux aborder ce sujet je te laisserai la parole et il y a également un projet de développement afin de recruter pour créer un service des sports digne de ce nom.

La partie suivante c'est la part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune, donc là pas grand-chose à signaler, vous avez un graphique là-dessus et enfin la synthèse des dépenses réelles de fonctionnement.

Alors là je vais préciser les quelques évolutions sur les charges de gestion qui passent de 4.1M€ en 2022 à 4.9M€ en 2023. Avec la variation qui concerne les fluides, le centenaire mais également on avait un impact avec le remboursement de Pédebert à hauteur de 200 000€ tout cela explique cette variation de 700 000€. Nous avons aussi des comment dire, des données qui ne sont pas vraiment liées réellement à l'activité.

Je prends l'exemple des autres dépenses en 2022 qui s'élèvent à 698 715€ en fait c'est un impact qui est dû au transfert du Sydec de cette compétence. Nous n'avons plus les budgets annexes eau et assainissements, nous avons donc transféré l'espace d'un temps les dépenses de l'épargne brute alors que nous retrouvons bien des recettes en face, en réalité c'est neutre mais cela déstabilise ces variations et cela déstabilise de fait des taux et les évolutions qui suivent.

Concernant les dépenses, que dire, en résumé il y a l'impact de l'inflation, les charges un petit peu exceptionnelles... mais nous restons tout de même sur une structure assez stable finalement.

Si je passe à la 3^{ème} partie de ce rapport qui concerne l'endettement de la commune et cela répondra peut-être à tes interrogations Baudouin (MERLET), et nous les évoquerons si tu le souhaites.

Pour l'année 2023, rien à signaler, pas de nouvel emprunt donc la commune continue à rembourser ses emprunts en cours. D'ailleurs je me permets une parenthèse sur l'emprunt, ce sont des emprunts qui ont été contractés sur de précédents mandats et que nous continuons à rembourser... C'est la vie d'une commune !

Donc le capital diminue logiquement, l'encours de la dette diminue, rien à signaler.

Et il y a un autre graphique qui est intéressant, je ne sais pas s'il s'affiche mais c'est la capacité de désendettement de la collectivité. Il y a un seuil d'alerte pour les communes vous le voyez il est en rouge c'est celui de 12 ans, et comme vous le voyez nous sommes complètement en dessous de ce seuil.

Il n'y a pas lieu de s'affoler, nous serons à 2.79 en 2022 ; pour compléter un peu ce qui a été dit et tout cela est un peu hypothétique mais si on envisage en 2024 de contracter un emprunt la projection qui

a été faite on y reviendra si vous le voulez, c'est d'être autour de 6 ou 7 ans, donc là encore complètement en dessous de ce seuil d'alerte, et c'est notre volonté.

Christophe VIGNAUD :

6/7 ans en progression, c'est ce que j'ai expliqué tout à l'heure dans le projet politique.

L'endettement se fera année par année suivant la tranche des travaux du Sporting-Casino, cela veut dire que nous allons nous endetter petit à petit et pas d'un seul coup !

Nous serons alors entre 6 et 7 ans, sachant que par exemple l'EPCI dont nous sommes membres est pareil à peu près dans cette tranche-là. Nous sommes réellement en dessous du seuil d'alerte, et nous n'irons pas au-delà !

Baudouin MERLET :

Pardon mais quand tu dis « on va s'endetter au fil du temps » ça suppose quand même une chose c'est qu'on arrive à caper les taux et qu'on ne se retrouve pas à chaque fois qu'on utilise une partie de l'emprunt avec des taux qui évoluent à la hausse. Donc est-ce que on sera dans un schéma dans lequel on aura négocié un cap sur les 5.6.7.8 ans voire 9 ? Oui, parce que je ne suis pas convaincu de cette durée, mais bon le montant global de l'année nous le dira ! donc ça c'est ma première question, et il faut intégrer cette notion de cap, et cette fois-ci ce n'est pas simplement une question d'utilisation d'un crédit au fil du temps et au fil de l'avancement des travaux.

Christophe VIGNAUD :

Nous avons une capacité suffisamment importante aussi pour payer.

Baudouin MERLET :

Je le dis simplement parce que j'entends parler et ça se promène entre 7 et 12 M d'Euros !

Christophe VIGNAUD :

Alors là non mais attends, je crois qu'il faut démystifier la chose. Déjà pour moi quand on dit « entendre parler » cela ne veut rien dire, premièrement. Puis, je vais t'apporter une réponse précise aujourd'hui c'est un projet à 8M€.

Et si tu as écouté correctement, je vous ai expliqué nous avons mis 1.5M€ supplémentaire sur l'ensemble des coursives et des gradins, que nous sommes obligés de rénover d'une certaine manière qui fait partie des contraintes imposées par l'Architecte des Bâtiments de France. Car nous ne pouvons pas les détruire et les reconstruire, nous devons les rénover !

Une rénovation avec une forme d'ionisation, ce qui coûte très cher et ce qui nous fait un coût supplémentaire.

Baudouin MERLET :

Je ne remets pas tout en cause la nécessité de rénover le Sporting-Casino, ce n'est pas moi qui suis ici depuis des décennies, en revanche je pose la question plus globale et c'est pour cela que je demandais...

Quels sont les grands projets ? Il n'y a pas que celui-là ?

Christophe VIGNAUD :

Tous les projets que j'ai évoqués en préambule ont été expliqués.

Baudouin MERLET :

J'en cite un au hasard, le lac ?

Christophe VIGNAUD :

Cela fait partie des projets que j'ai évoqués !

Baudouin MERLET :

Oui mais c'est un grand projet à long terme et il faut qu'il soit pérenne !

Christophe VIGNAUD :

Mais ce projet va être pérenne, nous avons travaillé sur des solutions !

Baudouin MERLET :

Alors on a besoin de pognon ?

Christophe VIGNAUD :

Non mais ça veut dire quoi le pognon !?

Baudouin MERLET :

L'argent, pardon.

Christophe VIGNAUD :

Ça veut dire quoi besoin d'argent, est ce qu'il faut 100 000€ ou 2M€...Et je vais te répondre car si tu avais écouté. Parce que tous ces sujets ont été abordés en commission finances.

Nous avons parlé d'un budget spécial au niveau de l'entretien du lac, qui était de l'ordre de 200 000€ et pas 100 000€ car non, ce budget n'a pas doublé !

Baudouin MERLET :

Ce sont oui, les gens faire...

Christophe VIGNAUD :

Laisse-moi finir s'il te plaît. En ce qui concerne l'entretien du lac, il faut savoir que c'est une compétence de MACS port et lac.

J'ai expliqué tout à l'heure que nous avons un premier entretien qui va se faire cette année. Cet entretien est pris en compte par les services compétents de MACS sur lesquels ils investissent et ils prennent en charge la totalité des travaux.

Nous avons par ailleurs travaillé avec la SPSH et avec MACS port et lac sur des solutions pérennes avec un tuyau qui va passer qui va prendre du sable et qui va l'amener du côté de la mer.

Ce sont des projets à long terme et qui demandent des études au cas par cas, des demandes d'autorisations auprès de la DDTM, auprès de la DReal.. Et tout cela prend du temps.

Nous y travaillons dessus depuis le mois de mars dernier, cela veut dire qu'aujourd'hui l'entretien du lac sera à notre charge mais la fourniture du tuyau, les travaux qui vont être entrepris sont pris en charge par les services de MACS à 90% et nous à 10%.

Donc et pour être totalement transparent avec toi, ce projet d'entretien du lac coûte 700 000€, ce qui veut dire pour nous ça va nous coûter 70 000€ pour mettre un tuyau et faire en sorte que l'entretien du lac et le désensablement année par année puisse se faire sans aucun problème.

Parallèlement à cela, nous sommes obligés d'avoir l'autorisation de la préfecture pour pouvoir le faire puisqu'il faut et j'espère que tu le sais... Nous avons une autorisation valable 10 ans qui ne permet que de faire notre entretien du lac que de façon mécanique. Donc afin d'aller travailler sur cette canalisation qui va aspirer l'eau et le sable pour l'amener sur les plages océanes, nous avons besoin d'une autorisation de la préfecture qui va nous permettre d'employer un autre procédé.

Donc le grand projet pour nous aujourd'hui c'est la réhabilitation du Sporting-Casino. Le reste, la place des Landais va être absorbé cette année, l'avenue de Bordeaux 2023 /2024, l'assainissement en 2023.

Tous ces projets vont être absorbés tranquillement soit sur les marchés à bons de commande, soit sur des investissements très courts. Les pistes cyclables sont partagées avec MACS à 50 /50. Et ils nous aident concernant les pistes cyclables.

Donc le seul et unique projet à long terme c'est le Sporting-Casino ! Est-ce que j'ai été clair ?

Baudouin MERLET :

Oui la réponse est très claire.

Donc il n'y a que le Sporting-Casino ? Et nous n'aurons aucune mauvaise surprise sur des nécessités de financements privés à long terme pour d'autres projets puisqu'apparemment tout est bouclé.

Christophe VIGNAUD :

En ce qui concerne cette mandature absolument !

Baudouin MERLET :

Ah non mais pour moi ça dépasse.

Christophe VIGNAUD :

Je ne parle que de 2026, je ne sais pas de ce que l'avenir sera fait, mais en ce qui nous concerne enfin en ce qui « ME » concerne.

Et je le rappelle qu'en ce qui « NOUS » concerne, les engagements qui ont été portés par l'équipe qui ont été votés, expliqués, réexpliqués ne vont pas au-delà de 2026. Le gros projet c'est le Sporting-Casino.

Baudouin MERLET :

Je ne suis pas là pour juger de la mandature, je suis là simplement pour m'exprimer sur le fait que ça ira au-delà de 2026.

Edouard DUPOUY :

Comme sur pleins d'autres projets.

Christophe VIGNAUD :

Exactement, comme sur pleins d'autres projets que nous sommes actuellement en train de rembourser qui ont été faits sur les mandatures précédentes mon cher Baudouin !

Parce que bien entendu nous avons des emprunts mais nous avons aussi des engagements qui ont été pris par l'ancienne mandature comme le projet sur les Barthes d'1M€ que nous payons !

Alors oui, ça nous fait oui ça nous fait râler et je le remets à chaque fois sur le tapis mais on l'assume et la prochaine mandature aura aussi la charge de prendre la suite de cet engagement.

Nous serons bien obligés de prendre un emprunt en 2024 sur la 1ère tranche de travaux qui sera faite sur le Sporting, en 2025 sur la 2ème tranche et en 2026 sur la 3ème tranche et au-delà de 2026 on ne sait pas.

Qu'est-ce qu'on fera nous tous autour de cette table ? On ne le sait pas !

Baudouin MERLET :

Enfin, si moi je sais.

Christophe VIGNAUD :

Toi tu le sais et c'est très bien, moi je ne sais pas et on verra ! et puis ce n'est même pas le sujet de ce soir. Parce que c'est peut-être un sujet de municipalité comme tu dis mais ce n'est ni le moment ni le lieu, puisque le sujet de ce soir est le ROB, et je vais repasser la parole à notre ami et moi qui vais conclure.

Edouard DUPOUY :

Pour la partie 4, les investissements de la commune vous avez un premier tableau qui concerne l'épargne, qui est un peu à revoir et ça fait le lien avec ce que j'expliquais tout à l'heure, l'épargne brute qui s'élève à 1.1M€ tout de suite ça saute aux yeux. Et on se dit pourquoi il y a une dégradation ?

Toujours en prendre en compte l'impact Sydec, le taux d'épargne brute si on prend en compte cet impact Sydec serait autour de 15% donc ce qui est tout à fait convenable.

Ensuite il y a un graphique qui montre le fameux « effet ciseau », là avec les recettes réelles de fonctionnement qui sont en baisse et des dépenses qui augmentent. Cela fait un effet ciseau et on a une épargne qui se dégrade légèrement.

Enfin, quelques graphiques sur l'épargne brute avec toujours un seuil d'alerte à 10% le seuil limite à 7% et donc vous voyez qu'à ce stade il n'y a pas de danger.

Surtout si on retraite comme j'ai expliqué pour 2022 se situe autour de 15% ; vous avez ensuite un tableau sur les dépenses d'équipement, des dépenses qui s'élèveront à 7.4M€ pour 2023 et comme cela a déjà été dit avec une part prépondérante pour les travaux de la place des landais qui sera absorbée sur l'année 2023 à hauteur de plus de 3M€.

Et enfin, pour finir vous avez 2 tableaux, le 1er qui concerne le besoin de financement pour l'année 2023 ; concrètement il s'agit de faire la somme des dépenses, des recettes, du report du résultat d'investissement et de voir où on se situe. Donc on voit que c'est comme ce que tu as indiqué précédemment que sur l'année 2023, nous avons un solde positif, le budget est équilibré et passe ainsi.

Nous avons ajouté un dernier élément et je m'en excuse parce que cela a été fait cette semaine et nous n'avons pas eu l'occasion d'en parler en commission générale, c'est un tableau avec les engagements pluriannuels en matière de programmation d'investissement dans lequel vous avez le listage de l'ensemble des projets à la fois en dépenses, en recette et avec la charge nette pour la commune. Là encore, on voit bien que le projet le plus significatif c'est le Sporting-Casino. Ensuite vient la place des landais, et pour vous donner quelques chiffres précis aura un coût pour la commune de 3 152 000€ ; vous avez ensuite la liaison entre Soorts et Hossegor ou plus communément appelée requalification de l'avenue de Bordeaux pour 2.2M€, le plan lumière à hauteur d'1M€ et puis d'autres projets un peu moins significatifs. Et vous le voyez, tout cela se lisse sur les 4 prochaines années.

Pour terminer, les ratios de la commune avec des ratios par habitant qui ne sont pas forcément significatifs et parlant parce que comme je l'ai déjà dit c'est toujours dur de se comparer à d'autres communes mais on voit que qu'il n'y a d'évolution significative sur ces ratios.

Voilà, j'en ai fini pour la synthèse de ce document.

Christophe VIGNAUD :

Merci Edouard, c'est le moment de débattre et de discuter sur tout ce qu'il vient de nous expliquer. Est-ce que vous avez des questions ?

Lionel BARBERIS :

Merci Monsieur le Maire,

Alors ce soir, j'ai deux sentiments qui se télescopent un peu et tout d'abord, il faut reconnaître que le document qui vient de nous être présenté est un document de grande qualité sur le ROB et vraiment le travail a été fait et est un travail qui répond à ce que nous attendions en termes de perspectives, de travail sur le budget préalable ; et vraiment je pense que c'était le minimum pour vraiment débattre des orientations budgétaires en tout cas sur la partie fonctionnement.

Le document est très bien fait, on voit un énorme travail des services, vraiment merci à eux !

Merci aussi au travail réalisé dans les différentes commissions par rapport à ce qui a été présenté. Nous avons des orientations budgétaires qui nous permettent vraiment de projeter la commune sur les années à venir sur quelles sont nos réelles capacités et je pense que c'était de toute façon indispensable et c'est indispensable aujourd'hui de travailler avec ces outils-là. Je pense que les logiciels nous aident beaucoup à réaliser ces projections de perspectives financières qui nous permettent de voir un peu où on va et puis c'est une bonne chose parce que ça nous permet d'élever le débat.

Mais le débat pour l'élever il faut aussi avoir la matière qui va avec et c'est ça qui est important.

Aujourd'hui, c'est ce que je regardais et vous le savez nous avons déjà échangé là-dessus, on se retrouve avec 29 pages sur le fonctionnement et 3 pages sur l'investissement.

Or, le débat politique se fait sur l'investissement, c'est ça qui pour nous est important c'est à dire qu'aujourd'hui on a un document qui est fait clairement, il est très bien fait mais il va manquer de matière pour parler de réelle politique, en tout cas d'élever le débat politique.

Alors merci d'avoir fait l'introduction ce qui fait que ça permet de dire que nous avons une orientation politique présente, je regrette sincèrement et vous le savez, que nous n'ayons pas cette écriture-là retranscrite dans le document.

C'est important de retranscrire la vision politique dans un document d'orientation budgétaire parce que ça nous aurait permis à nous aussi de préparer et pas simplement d'écouter, d'entendre le fait qu'il a une orientation politique, le fait de dire que l'ancienne municipalité a fait ci ou ça... Alors que je pense sincèrement qu'ils ont fait du mieux possible et qu'on le voit par rapport tout simplement à ce que vous récupérez en termes de budget. Aujourd'hui si on prend les indicateurs de la commune sur les années précédentes, sur le mandat nous étions sur des indicateurs très solides qui marchaient très bien.

Les politiques d'investissement ont été menées avec des choix politiques et on peut les critiquer et là est le but de ce débat. Mais ils ont fait leurs choix, et vous faites les vôtres mais je pense qu'on fera un bilan à la fin du mandat et c'est très important.

Et c'est à travers ce type de document que nous pouvons élever les débats au niveau politique qui est nécessaire pour la collectivité. Alors vous avez parlé de plusieurs investissements qui là aussi sur la question des orientations politiques beaucoup de choses qui ont été présentées et je ne vais pas rentrer dans le détail parce que du coup nous manquons de préparation.

On est sûr de la politique d'aménagement, on est sûr quelque chose qui est somme toute assez classique en collectivité, pour nous, on portait d'autres ambitions politiques et d'autres choses dont je parlerai.

Mais d'abord pour parler un peu de ce que vous avez mis dans le fonctionnement, effectivement les recettes on est dans une collectivité dans laquelle nous avons beaucoup de chances car les recettes évoluent, les augmentations de taxe + 8 % c'est quand même assez exceptionnel cette année il faut le relever.

On a aussi des charges qui augmentent alors elles augmentent pour les fluides certes, à hauteur de 370 000€ mais on a quand même un glissement des charges de gestion de + de 18%. Concernant le personnel, je peux tout entendre et j'entends bien le fait qu'il y avait une nécessité d'organiser les services mais on est à +4.7 sur la 1ère année, +9.3 la 2ème année.

Cette année on a 4,9% d'augmentation de la masse salariale, donc oui, on est encore à 51% et on va encore avoir quelques marches de manœuvre c'est bien, mais je pense que dans la situation actuelle qui est celle de tous les Français en général. Une collectivité doit prendre en main le futur sur des choses comme les fluides mais la question que je poserai c'est quels sont les investissements qu'on peut porter pour diminuer ces charges ?

Alors on reste sur des lignes d'investissements qu'on s'est donné en disant on va faire ci, on va faire ça, mais moi ce qui m'intéresse c'est aujourd'hui avec un glissement de 9.6% des charges si on les prend dans leur globalité, parce qu'en réalité c'est 9.6% puisqu'on avait une dépense de 600 000€ l'année dernière, on doit l'enlever. En réalité on se retrouve avec des charges qui augmentent considérablement et des investissements qui sont pour moi pas à la hauteur des enjeux sur ce qu'on devrait faire pour faire baisser ces charges.

Alors au lieu de laisser glisser les charges parce qu'elles sont là, oui les fluides augmentent, oui cela augmente aussi...et tout augmente mais la réalité c'est que les investissements qu'on peut porter sont aussi des investissements qui peuvent permettre de faire certaines économies, et peuvent nous permettre de diminuer certains coûts notamment sur les fluides.

Et ce que j'aurais envie de demander aux élus, c'est quelle ambition vous portez ? Alors je sais qu'au niveau de MACS il y a des choses qui se font ; MACS porte au niveau du territoire tout ce qui peut être au niveau « développement durable », on a un territoire qui s'est fortement engagé sur le développement durable et c'est très bien. Maintenant ce qui est important c'est que la commune, puisse, à travers ses engagements financiers d'investissement, porter aussi une baisse de ces charges qui sont aujourd'hui en train de glisser. Et cela se passe partout, dans les foyers c'est la même manière.

Et du coup on porte une dette future sur les projets que vous avez cités qui sont des projets d'aménagement comme je l'ai dit et c'est classique, on refait une place, on refait une route...Je pense que les citoyens aujourd'hui attendent un engagement fort sur une vision de développement durable. Quelle est-elle ? Quelle est cette vision-là ? Qu'est-ce qu'on porte ?

Puis derrière, ils attendent aussi de l'engagement citoyen, d'être concertés, une parole donnée. Ce n'est pas qu'un programme en début de mandat et un bilan en fin de mandat. Cela se passe tout le long du mandat, ce n'est pas qu'une parole auprès des habitants, c'est aussi le fait de les engager dans la vision de la collectivité à moyen et long terme.

Donc c'est la concertation citoyenne, ça c'est une ambition qu'on portait, notamment sur la vision de développement durable.

Pour finir, sur la dette, certes on a une dette et quand on prend les tableaux qui-là n'ont pas été présentés,

Edouard DUPOUY :

Non là c'est une projection.

Lionel BARBERIS :

C'est une projection, mais je suis obligé de le dire aujourd'hui c'est que cette projection puisque vous en parlez, puisqu'on avait dit que nous ne parlerions pas de l'après 2023. Mais le tableau que nous n'avons pas, nous n'avons pas les tableaux pluriannuels. Il y a une obligation de vision, vous l'avez rajouté. Ce qui est important, c'est de dire que cette dette à 7 ans elle était aussi collée à une recette supplémentaire de 1.2M€, sur la taxe d'habitation et les résidences secondaires.

C'est-à-dire qu'on a des recettes supplémentaires d'1M€ sur les résidences secondaires qui sont prévues dans les projections financières, ces 1M€ qui rentrent quand vous prenez les tableaux, notre épargne brute, elle s'effondre !

Donc il est nécessaire certes d'avoir ces recettes, et on va aller chercher toutes les recettes c'est normal mais si ces recettes cherchent à augmenter les charges de fonctionnement c'est une erreur.

Si ce sont des recettes qui nous permettent d'investir de façon pertinente pour le futur, c'est intéressant d'aller les chercher donc je pense qu'effectivement aller chercher des recettes comme la taxe d'habitation sur les résidences secondaires ça peut être pertinent mais il faut porter auprès de la population une volonté sur l'investissement et dire avec l'argent qui sera récolté, on va faire ça et ça.

Si c'est dire on fait 18% d'augmentation des charges, moi je suis déçu !

Edouard DUPOUY :

Petite précision, dans tes propos, j'y adhère mais il me semble que cela part dans tous les sens. Nous sommes en 2023, sur un débat d'orientation budgétaire, on va voter ensuite un budget 2023, on est d'accords ? La protection financière est complètement hypothétique. La taxe d'habitation sur la résidence secondaire peut être que tu as des informations que je n'ai pas, mais à ce stade le législateur n'a pas porté de décret. A ce stade on ne peut pas l'intégrer, en 2024, peut-être.

Lionel BARBERIS :

Si on veut comprendre un tableau, il faut intégrer aussi cette taxe-là. Puisque si on ne l'intègre pas, on retrouve un désendettement et l'épargne brute s'effondre sur 30-40 années donc là on pourra dire que la gestion à la fin du mandat elle sera bien moins bonne que celle du précédent mandat, alors on pourra dire ce qu'on veut, moi ce que je vois aujourd'hui c'est que j'attends, nous attendons nous, les élus, à ce que le niveau de débat soit élevé grâce aux indicateurs. Qu'est-ce qu'on fait en investissement pour la commune ? Qui permet d'une part de réduire les charges, d'autre part d'utiliser au mieux nos recettes parce qu'il s'agit d'argent public.

Christophe VIGNAUD :

Alors, je voudrais répondre sur 2 ou 3 points et je redonnerai la parole à Edouard. Quand tu dis que des choses ont été faites auparavant, bien sûr. Certaines ont été bien faites, d'autres un peu moins bien faites.

Il y a eu des ventes de biens et j'ai parlé du patrimoine. Ce patrimoine a été vendu et ce qui a donné la possibilité d'avoir des bons chiffres, et une bonne trésorerie. Mais je pense qu'on aurait pu conserver ce patrimoine pour en faire autre chose !

Lionel BARBERIS :

C'est une recette d'investissement, tu la remets en investissement !

Christophe VIGNAUD :

Le 2^{ème} point, quand tu parles du développement durable, oui bien entendu, mais le développement durable dans une commune comme la nôtre, et tu le sais, nous avons beaucoup de contraintes.

Avec MACS, nous essayons de trouver des éléments, des leviers d'actions sur ces sujets. Une personne vient régulièrement faire des états de tous nos bâtiments municipaux. Pour peut être améliorer l'énergie et faire en sorte de moins consommer.

Mais aujourd'hui avec les contraintes que nous avons sur la collectivité avec le SPR, il est relativement difficile d'aller mettre des panneaux photovoltaïques par exemple ou d'engager d'autres actions qui nous permettraient d'être plus performants au niveau du développement durable.

Nous sommes un peu pieds et poings liés, oui nous aimerions avoir et être un peu plus verts dans notre manière de gérer, mais cette contrainte nous empêche de faire pleins de choses. D'autre part, en ce qui concerne la concertation je pense réellement, que la concertation auprès des administrés elle est relativement régulière puisqu'un samedi par mois, nous avons une permanence ce qui est faite en mairie, au niveau des réseaux et de la communication, la retranscription du Conseil municipal, les réunions publiques... Que nous faisons de façon régulière, là aussi lorsque nous avons des grands projets ou investissement.

Comme la Place des Landais, l'avenue de Bordeaux, le Sporting, le poste de police.

Tout cela a été fait en lien direct avec la population et nos administrés pour échanger.

Lionel BARBERIS :

Oui, mais c'est une vision descendante souvent. J'aimerais aussi qu'on parle de conseil de quartier.

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est très c'est démago ce que tu dis.

Lionel BARBERIS :

Non, parce que les conseils de quartiers existent dans de nombreuses communes.

Christophe VIGNAUD :

Ah oui d'accord, nous ici nous avons des référents de quartier qui sont à la disposition des résidents et des administrés pour pouvoir échanger. Effectivement nous n'avons pas de conseil de quartier comme peut le faire Capbreton et c'est un sujet sur lequel nous ne sommes pas tout à fait d'accord.

Lionel BARBERIS :

C'est juste une façon de recueillir l'avis de la population, et c'est un sujet.

Christophe VIGNAUD :

Je le répète, nous avons des permanences tous les 1^{ers} samedis du mois depuis 3 ans. Une permanence où nous recueillons les doléances des administrés sur pleins de sujets... sur les panneaux

photovoltaïques, les arbres à abattre, pourquoi on refait l'avenue de Bordeaux, pourquoi on rénove la place des Landais... Et nous sommes à leur disposition et vous le savez.

Je dirais qu'au niveau citoyenneté, nous ne sommes pas en reste, alors oui, on peut toujours s'améliorer et je l'entends.

Concernant le développement durable je suis d'accord avec toi, mais aujourd'hui il est difficile de porter un tel projet compte tenu de la situation de notre ville et de cette « coquille » je dirais que nous avons sur la ville par rapport à l'urbanisme qui nous empêche de trouver des solutions. Malheureusement !

Lionel BARBERIS :

Bien sûr, en fait ce que je veux simplement faire passer comme message c'est la maîtrise des charges, car elle permet de mieux investir !

Et je me permets de dire qu'il ne faut pas laisser courir les charges parce qu'on a de l'argent, nous sommes une commune qui a des moyens et c'est très bien. Mais je pense que ces moyens il est important de les dédier à des projets et pas forcément à des augmentations de charge.

Christophe VIGNAUD :

Non mais les projets ont été très clairs, je les ai expliqués alors on va faire un rappel politique d'une campagne sur laquelle on s'était engagée sur des points et ni plus ni moins, nous faisons les choses sur lesquelles nous nous étions engagées. Et effectivement, il y a 3 ans le développement durable était moins à la mode qu'aujourd'hui et nous n'étions pas forcément dans cette logique-là.

Alors, c'était peut-être dans votre projet et c'est très bien ! Et peut-être que ce sera nécessaire dans un prochain mandat, que le prochain pourra porter mais si on peut le faire dans les 3 ans qui arrivent à essayer d'améliorer les choses bien entendu qu'on essaiera de le faire.

Et en ce qui concerne le budget et je vais laisser la parole à Édouard qui va vous expliquer la suite après ce n'est pas que je ne veux pas vous l'expliquer mais 2024/ 2025 /2026 pour nous les choses sont très claires après je pense honnêtement qu'on est capable de pouvoir faire ce qu'on a dit.

Edouard DUPOUY :

Oui, je voulais juste rebondir et préciser de points par rapport à ton intervention Lionel (BARBERIS), le premier point c'est que là le débat a en l'occurrence a lieu sur l'exercice 2023 et en l'occurrence on est tous d'accord pour dire que ça passe et qu'il n'y a pas de malentendu.

La taxe que tu as évoquée ne concerne pas l'exercice 2023 que ce soit très clair, pour l'instant elle n'existe pas et si elle existe un jour on en reparlera en temps et en heure.

Et sur ton intervention moi j'y adhère à 100% sur ce que tu indiques concernant les charges, le développement durable... Mais je ne suis pas sûr que la commune ait réellement les bras pour mener pleinement ces projets. On attend des initiatives de la communauté de communes, et je pense que c'est son rôle.

Sur l'inflation sur les fluides, en réalité, et encore une fois j'adhère à ce que tu dis c'est vrai, mais ce n'est pas un sujet qui est propre à notre commune c'est un sujet national, c'est un sujet que toutes les communes sont en train de traiter et je ne suis pas sûr que « nous » commune de Soorts-Hossegor puissions avoir la réponse à ces problématiques. Alors on peut se poser des questions, on peut émettre des pistes et d'ailleurs si tu es force de proposition sur ces sujets, on est preneurs et on pourra mettre ces plans sur la table, les évoquer et pourquoi pas les financer.

Mais cela me paraît avoir une envergure peut-être trop importante par rapport à notre pouvoir de décision et à ce qu'on peut faire en temps réel. Voilà c'est juste pour modérer un petit peu les propos.

Christophe VIGNAUD :

Juste une chose pour conclure, il n'y a aucune augmentation des impôts de notre part, c'est à dire que depuis 3 ans nous n'avons aucune augmentation des impôts. Et ce serait la première chose que nous pourrions augmenter afin d'aller trouver des ressources, mais nous nous étions engagés à ne pas augmenter ces impôts directs.

Lionel BARBERIS :

Qu'aujourd'hui on n'augmente pas les impôts, je pense que c'est un minimum.

Christophe VIGNAUD :

Je suis désolé mais il y a d'autres communes qui le font !

Lionel BARBERIS :

Oui mais les autres communes n'ont pas du tout la même situation financière que nous ! Pas du tout, parce qu'aujourd'hui l'augmentation des charges, des fluides dans certaines communes font qu'ils n'arrivent même pas à l'équilibre sur un budget légal. C'est à dire qu'aujourd'hui tu as beaucoup de communes qui n'ont plus les capacités d'investir parce qu'elles n'ont même plus de capacité d'autofinancement et elle se retrouve en grande difficulté avec l'augmentation des fluides, et ça c'est ça c'est la grande majorité des communes en France.

Maintenant, nous avons la chance de pouvoir investir pour le futur, et je pense qu'il est nécessaire d'investir pour le futur, maintenant on peut laisser voler les charges en se disant c'est comme ça ce n'est pas autrement et on continue les projets qui ont été décidés.

Puis, on a un contexte national économique général qui est compliqué, il demande aussi de savoir réorienter des politiques publiques c'est tout ce que je dis après derrière chacun fait ce qu'il veut et puis c'est vous qui décidez bien évidemment !

Mais, il est normal que nous, on porte une parole, qui est une parole de débat et le fait d'élever le débat à ce niveau-là pour moi ça me semble important parce que nous avons la chance d'être dans une commune qui a les moyens d'investir pour le futur et pas de subir comme beaucoup de communes subissent. Et je peux vous le dire, j'ai des collègues que j'ai eu au téléphone plusieurs fois qui aujourd'hui n'arrivent plus du tout à boucler leur budget parce qu'ils n'ont pas les moyens d'avoir une capacité d'autofinancement brut. Ils sont dans l'équilibre illégal, et ce n'est pas bon. Donc profitons-en pour avoir de vrais projets pour la commune ; et profitons-en pour associer les citoyens à ça pour leur demander quels projets ils voudraient voir dans le futur pour avoir un vrai territoire, un vrai projet de développement durable avec MACS.

Et vous avez raison parce que c'est eux qui doivent porter ce projet, mais je pense qu'on a la chance d'être sur un territoire où on a de l'énergie naturelle à revendre donc on peut faire des choses.

Christophe VIGNAUD :

Oui, on pourra se rapprocher de MACS pour voir avec eux s'il existe d'autres solutions qui sont les solutions basiques que l'on connaît tous.

C'est un sujet qui avait été évoqué sur tout ce qui pouvait être éolien, ou autre mais pour l'instant ce n'est pas force de proposition mais pourquoi pas.

Lionel BARBERIS :

C'est peut-être aussi à nous de les pousser. En tant qu'élus on a ce pouvoir là et je pense qu'il faut les inciter à être plus ambitieux à ce niveau-là. Toute façon cela deviendra une obligation dans le futur et je pense qu'en plus les citoyens nous attendent là-dessus.

Christophe VIGNAUD :

Nous allons faire remonter ces propositions auprès soit du Conseil communautaire soit lors d'un conseil des maires pendant lesquels ce sont des moments un peu plus privilégiés où on peut échanger sur des débats un peu simples que pendant un conseil communautaire.

Très bien, est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Henri (ARBEILLE)

Henri ARBEILLE :

Je vais prendre la parole, c'est vrai que sur les derniers conseils municipaux, Eric et toi vous êtes arrangés pour que nous passions beaucoup de délibérations techniques et nous n'avons pas eu trop l'occasion de prendre la parole et échanger et d'avoir un vrai débat.

Donc ce soir, c'est le moment venu j'en profite puisque j'ai la parole pour vous porter tous mes meilleurs vœux que ça soit à toute l'équipe municipale, nos agents, les associations, les habitants et tous les partenaires que nous avons. Je remercie Christian DUCAMP d'être arrivé, au bout de 3 ans.

Lui faire un petit rappel, nous avons une charte de l' élu local, il est toujours bon de la présenter donc de la relire. Nous en sommes déjà à 3 ans de mandature donc tu auras l'occasion de ! J'aurais aimé qu'il se présente mais on ne lui a pas donné cette occasion et ce n'est pas grave, il le fera une autre fois.

Pour faire très court par rapport à ce qui s'est dit, nous sommes à mi-mandat, le cadre du ROB, vous l'aurez compris c'est d'avoir un débat sur l'orientation budgétaire. Il y a la forme et le fond ; sur la forme je ne vais pas revenir sur les chiffres des tableaux qui ont été évoqués, je voudrais remercier le travail qui a été accompli par nos services comptables. Merci Mélanie, merci également à Éric et à Édouard en charge des finances avec l'étroite collaboration de Lionel (BARBERIS), je le sais vous avez fini très tard encore hier soir.

Cela n'excuse pas quand même que nous avons là ce soir des tableaux qui nous arrivent un peu de nulle part, au dernier moment ! Franchement pour la qualité du débat, excusez-moi ce n'est quand même pas performant !

Christophe VIGNAUD :

Alors je te le dis et cela te servira pour les années d'après, le document ce n'était même pas obligatoire de te les donner donc c'est un débat sur l'orientation, l'orientation budgétaire 2023 ! Je le répète, il s'agit du ROB 2023 ! Pas 2024 /2025 /2026 !

On a débattu au-delà parce que nous avons bien voulu mais normalement c'est 2023.

Henri ARBEILLE :

Je vais demander que chacun garde son calme, de ne pas s'énervé, et de ne pas couper la parole !

On a écouté Baudouin, on a écouté Édouard, on a écouté Lionel, j'aimerais donc terminer mon intervention.

Encore une fois je le disais sur le fond, le ROB c'est un document qui sert de base de réflexion, pour se projeter dans la durée pas uniquement sur 2023 avec des perspectives claires et des projets identifiés.

Elaborés, partagés et portés par le plus grand nombre des élus, ce qui n'est pas toujours le cas !

Effectivement, ce n'est pas toujours le cas et surtout par la population dans son ensemble. Des objectifs simples avec une faisabilité technique et financière dans le cadre du respect de l'utilisation de l'argent public qui doit être en outre le premier travail en mémoire. Bref, je parle d'une feuille de route sur du long terme pas uniquement sur l'exercice 2023 avec un projet de société. Alors, je vous pose des questions, Lionel en a déjà parlé un tout petit peu, comment allons-nous vivre demain en sécurité en respectant notre cadre de vie, notre environnement et on en a très peu parlé tout en participant à la transition énergétique.

On nous explique que MACS va être force de proposition par une sobriété exemplaire et tenter de devenir une commune éco-responsable. Je continue à penser que c'est à nous de porter des projets et à les présenter à MACS.

Nous allons débattre de notre vision comme on défend des intérêts généraux de la commune améliorer son beau fonctionnement des années à venir. Au bout de 3 ans, j'ai un peu le même ressenti que Lionel, j'ai un sentiment désagréable et je vais m'englober dans l'équipe municipale puisque nous sommes responsables, nous menons une action ; que nous faisons un petit peu les choses à moitié.

Avec des exemples concrets, pourquoi je dis faire des choses à moitié, un exemple tout simple on a parlé du désensablement du lac dit « d'entretien » ; 5 000 M3 alors qu'il en rentre 3 fois plus chaque année et tu as été le premier à le reconnaître me semble-t-il y a quelques années. 170 000€ pour quelques brouettes déposées sur nos plages, est-ce que c'est une simple opération de communication ou une vraie opération de désensablement ? Cette solution ne peut satisfaire personne et j'attends d'avoir des solutions pérennes ! J'ai bien entendu parlé d'un sabloduc porté par une association, j'aimerais pouvoir participer à ce genre de débat et être dans la commission adéquate ! Ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Autre exemple, le déploiement de la fibre optique, pourquoi ne pas avoir proposé une charte d'accompagnement pour son enfouissement avec l'opérateur comme dans toutes les communes de France qui donc ont créé une AVAP, toutes les communes de France qui ont une AVAP peuvent se permettre d'avoir une charte d'accompagnement. Là, le Sydec nous impose et nous propose un plan de réalisation de la fibre optique, point ! Sans en discuter, ni négocier.

La place des Landais, détruire et défaire ce qui a été fait 4 ans auparavant, c'est vrai que j'ai entendu « est-ce que ce monde est sérieux, rien n'a été fait avant ». Et j'ai bien entendu ce soir qui aura « l'avant VIGNAUD » et « l'après VIGNAUD » et pour rester sérieux franchement, la Place des Landais.

Christophe VIGNAUD :

Attends juste une 2^{nde}, il ne faut pas nommer de nom ! Nous sommes une collectivité, une équipe !

Henri ARBEILLE :

Merci de ne pas me couper la parole !

Christophe VIGNAUD :

Je peux te couper parce que tu m'attaques sur mon propre nom, nous sommes une équipe !

Henri ARBEILLE :

Nous sommes dans un débat démocratique !

Christophe VIGNAUD :

Raison de plus !

Henri ARBEILLE :

Donc je continuerai à m'exprimer. Donc les travaux en cours de réalisation sont-ils faits pour améliorer la sécurité des habitants ? lutter contre le trafic et contre les nuisances sonores ?

Pour en revenir au Sporting-Casino, si j'ai bien entendu nous allons emprunter 7 ou 8 M d'€ et nous avons une projection et un tableau jusqu'en 2026 où nous avons vu vos propositions d'entre 2M€ en 2023, 2M€ en 2024, 2M€ en 2025. Ce soir cela a disparu, c'est un peu gênant. Avons-nous franchement une stratégie claire sur l'investissement et sur l'amortissement dans le cadre de sa future utilisation ?

Le parking des écoles une véritable réussite en termes d'espaces verts qui fait le bonheur des vacanciers et touristes pendant 2 mois et complètement déserté le reste de l'année !

Avons-nous pour autant réglé le problème du stationnement et de circulation avec un plan ambitieux ?

Pour terminer, nous en avons parlé longuement cet après-midi, et je pense que nous sommes d'accord enfin je l'espère. Et voir si ce qui se dit en commission aura un résultat au niveau de nos prochains conseils municipaux.

La gestion de l'Office de Tourisme, alors son président actuel qui nous a envoyé en fin d'année son directeur pour tenter de boucler son exercice 2022 en demandant à la commission finances une rallonge...est-il en capacité de nous proposer pour améliorer les recettes de fonctionnement de son association et il n'était pas urgent de mettre en place un accompagnement pour ce patient sous perfusion chronique dont l'état semble plutôt végétatif.

Voilà ce qui me fait dire aujourd'hui, que j'ai le sentiment que nous tentons de faire des choses et nous les faisons à moitié. On parle de travail en commission, on parle de concertation, on parle de dialogue et toi tu me réponds ce soir je vais te couper la parole pour que tu ne puisses pas parler.

Christophe VIGNAUD :

Je ne t'ai pas coupé la parole mais j'aurais pu mais cela ne m'intéresse pas parce que j'adore ton discours !

Henri ARBEILLE :

Pour rester sur une note positive et constructive, il nous reste 3 ans projetons nous sur les 3 ans qui arrivent, nous avons du boulot et j'ai envie de dire que je ne reviendrai pas sur la polémique que vous essayez d'entretenir sur le bâtiment de la police municipale qui était insalubre.

Alors que c'est la police municipale elle-même qui gère la sécurité des bâtiments par le biais de sa commission sécurité.

Heureusement que l'arrêté de péril imminent a été posé parce qu'à un moment sur les ERP, et rappelez-vous si nous n'avions mis cette structure en place, nous ne pourrions peut-être pas mener les travaux que nous menons aujourd'hui avec la sécurité que nous connaissons.

Je continue et je terminerai par là en disant que rien n'a été fait au Sporting est-ce que ce monde est sérieux ? Franchement nous avons une première séance de travaux qui a consisté dans un premier temps à mettre ce bâtiment classé aux normes PMR avec un ascenseur, deuxièmement mettre aux normes les cuisines pour avoir un accueil de professionnel pour pouvoir entretenir le fameux tourisme d'affaires nous avons également et je terminerai fait la rénovation des salons, la sonorisation et surtout la toiture qui n'était pas un moindre investissement.

Tout ça pour vous dire encore une fois, n'oublions pas qu'il y a un travail qui a été fait et c'est juste un peu de respect pour toutes les équipes des précédentes mandatures et que notre vie ne commence pas en 2020 on ne finira pas en 2026.

Christophe VIGNAUD :

Alors ça, c'est bien vrai !

Céline LUNARDELLI :

Excusez-moi Monsieur ARBEILLE, vous êtes allé là-haut au Sporting-Casino au 2^{ème} étage ? Il y a un pigeon mort, complètement désossé ?

Henri ARBEILLE :

Effectivement, cela faisait partie de la 2^{ème} tranche instaurée après 2020 où nous avons effectivement faire une résidence pour artisan, améliorer effectivement la restauration, faire la piscine.

Céline LUNARDELLI :

Mais à un moment donné il n'y a pas que le pigeon qui sera mort si on ne fait rien !

Henri ARBEILLE :

Paix à son âme pour le pigeon ! Nous allons réduire ce débat au pigeon.

Christophe VIGNAUD :

Merci et moi je vais juste te répondre puisque tu m'attaques personnellement et ce que je trouve un petit peu désolant mais ce n'est pas grave !

Déjà ce sont des attaques... c'est quand même assez démagogique ton discours parce que quand tu parles de commission tu ne viens pas aux commissions finances, aux commissions urbanisme... tu ne viens jamais aux commissions générales en fait tu viens au Conseil municipal parce que c'est filmé, tu peux te valoir de plein de choses mais ça ce n'est pas grave c'est ton choix !

Henri ARBEILLE :

Alors si on fait le compte des présences de certains aux commissions,

Christophe VIGNAUD :

Bien, je pense que tu es de très loin le 1^{er} à ne pas venir mais ce n'est pas grave c'est un autre sujet !

Henri ARBEILLE :

Notre équipe de 6, nous portons haut nos couleurs tant sur le plan financier que sur le plan sportif ou le plan culturel et du patrimoine.

Christophe VIGNAUD :

Il y a quand même une chose à souligner c'est que Cathy (CERIZAY-MONTAUT) est tout le temps avec nous, tout le temps présente que ce soit en commission de travaux, en commission urbanisme, elle est tout le temps avec nous. Alors, je peux comprendre que pour certains la possibilité de ne pas venir parce qu'ils ont du travail et ça je le comprends mais quand on est retraité qu'on ait un peu de temps ça me paraît un peu gros. Surtout après ce que tu viens de nous dire.

Ceci étant, pour le lac je ne sais pas si tu as bien écouté la discussion que je viens d'avoir avec monsieur Baudouin MERLET concernant le travail du lac.

Henri ARBEILLE :

Non, j'étais juste informé par le bulletin de MACS qui nous apprenait que nous avions les travaux d'entretien du lac.

Christophe VIGNAUD :

Oui, c'est vrai, en plus tu n'es pas venu aux vœux !

Henri ARBEILLE :

La seule information que nous avons c'est 5000m3 à 170 000€ ! Et c'est tout.

Christophe VIGNAUD :

Nous en avons parlé aux vœux, mais tu n'étais pas là, ce n'est pas grave !

Donc là aussi je me répète, il faut être un peu plus présent et un peu plus assidu au niveau des commissions, parce que ce sont des sujets qui sont abordés, nous en parlons souvent.

En ce qui concerne le lac, bien entendu et c'est un sujet traité depuis très longtemps, nous allons faire en sorte de réaliser des vrais travaux dignes de ce nom comme je l'ai expliqué à Baudouin (MERLET), et c'est une chose importante.

Autre sujet, la fibre optique, avec ce que tu nous racontes par rapport au Sydec c'est bien entendu un sujet qui avait été évoqué et nous l'avons même évoqué nous en commission de groupe pour savoir ce qu'il était possible de faire. Mais ce n'est pas possible de faire tout en souterrain puisque le Sydec ne souhaitait pas investir, parce que je le rappelle c'est le Sydec qui mène débat, ceux sont eux qui financent ces travaux-là. Donc voilà, ce sont des grandes phrases que tu jettes comme ça au travers des caméras puisque c'est le moyen que tu recherches, c'est très bien mais en tout cas ce n'est pas ce qu'il faut pour faire avancer les choses.

Et tout ce qui a été dit, je ne peux pas l'accepter, ce que je n'accepte pas c'est quand tu dis « après et avant VIGNAUD », cette situation n'existe pas, le maire il n'est pas tout seul, il est là pour essayer de mener une équipe et des projets. C'est avant- tout une équipe, et toute l'équipe porte les projets donc j'aimerais aussi à un moment qu'on arrête avec cette partie très personnalisée puisque ce n'est pas du tout le cas.

Nous avons des réunions, des réunions de groupe, des commissions qui se font et nous essayons de travailler en bonne intelligence. Ce qui ne me semble pas être le cas de ton côté !

Apparemment Baudouin (MERLET) avait quelque chose à nous dire...

Baudouin MERLET :

Oui, je voudrais dans le calme,

Christophe VIGNAUD :

Mais on est dans le calme. Mais cela me fait rire, c'est tout.

Baudouin MERLET :

Oui, enfin avec moins de décibels. On est là pour ça.

Christophe VIGNAUD :

Pour rigoler ?

Baudouin MERLET :

Ah ça, oui c'est sûr on va rigoler. Donc, tu as cité l'office du tourisme.

Christophe VIGNAUD :

Oui, d'ailleurs je rajouterai un mot à ce sujet.

Baudouin MERLET :

Si tu veux t'exprimer, je te laisse la parole.

Christophe VIGNAUD :

Non, non vas-y !

Baudouin MERLET :

Alors, il se trouve que je participe aux commissions des finances, merci de confirmer et donc j'ai eu le plaisir d'assister aux 2 dernières concernant cet office de tourisme et je me le suis classé, peut-être idiotement, comme un projet pas facile à gérer.

Alors pourquoi il n'est pas facile à gérer ? Tout d'abord parce qu'on y apporte des subventions plus que conséquentes et la subvention qui est apportée par la mairie qui était à une époque... je crois, et je parle sous contrôle de ceux qui ont vécu cette époque-là entre 400 000€ et 500 000€. Et qui va décliner, alors tant mieux mais cela veut dire aussi qu'en face il y a moins de travaux et d'événements qui viennent nourrir l'office du tourisme.

On est très accablé sur cet aspect subvention, alors on a raison pour une raison financière importante, c'est qu'à l'occasion de ces réunions et en creusant un peu... On s'est aperçus, et là je ne vise personne ; qu'il y avait si je ne me trompe pas et me corrige qu'il y avait 5 personnes « full time » en dehors du directeur général donc 6, et un président qui se revendique indéboulonnable.

Donc il y a une chose dont on parle beaucoup c'est la subvention mais on n'associe pas la subvention que nous n'avons ; je dis-nous « municipalité » alors que nous sommes les plus gros fournisseurs en termes de subvention, on ne parle pas du vrai sujet de fond, c'est que cet office et ça tu ne vas pas le dire au contraire de ce que tu penses, ne fonctionne pas comme on le souhaiterait et donc le problème n'est pas que l'aspect subvention, mais il y a quand même le problème de structure de fonctionnement, car l'office du tourisme s'est organisé comme une entreprise privée avec un conseil d'administration dans lequel il faut savoir qu'il y a 3 administrateurs désignés par la mairie qui ont un droit de vote mais qui ne compte pas, donc ils peuvent lever la main dans tous les sens puisque de toute façon ça sert à rien, et un président d'honneur qui est Monsieur le Maire.

Donc je reviens, cette structure avec un président qui se considère comme indéboulonnable avec un conseil d'administration sur lequel nous n'avons aucune prise. Et par conséquent, quand je dis aucune prise, la seule prise serait de dire, en gros on vous sucre les 400 000 ou 500 000€... Et à mon avis, la vraie question de fond c'est comment on démonte cette structure dite indéboulonnable ?

Et pourquoi on ne reviendrait pas à un système antérieur ? Parce que ce n'est pas parce qu'il est antérieur qu'il est forcément mauvais où on réintégrerait au sein de la mairie toutes les fonctions événementielles ou autres qui sont supposées être gérées par cet office du tourisme.

Et qui le sont, faut être honnête très moyennement gérées. En tout cas de notre point de vue. Alors, si on devait faire ça, cela pose donc 2 questions : la première, comment réglons-nous (et je suis convaincu qu'on peut le faire ayant moi-même travaillé dans des entreprises privées) juridiquement et légalement trouver les moyens, non pas de déboulonner l'homme, cela m'est égal mais de changer

la structure. Mais il faut réintégrer au sein de la mairie et là je reviens aux chiffres comme cette présidence dite indéboulonnable a procédé à ces recrutements qui ne sont pas des CDD mais des CDI, tous, cela veut dire que soit nous aurons l'obligation de les prendre ici. Donc je te rejoins Lionel (BARBERIS), et on te portera l'augmentation de la masse salariale liée à ce personnel-là ; ou alors de les licencier et licencier 5 personnes en CDI et je ne compte pas le directeur général qui va bientôt partir en retraite et dont la provision n'est pas faite ! Ce qui va coûter un certain montant ! Rien n'est provisionné, rien n'est provisionné sur les CDI !

Donc, 2 questions se posent : 1-comment procédons-nous pour modifier la structure ? 2- Si nous n'arrivons pas à la modifier aujourd'hui, comment pouvons-nous imposer d'avoir dans nos droits de vote, un vrai droit de vote ? Et c'est une vraie question !

Et 3° Si on parvient à tout ça, avec l'idée de réintégrer l'office du tourisme au sein de la mairie, il faut savoir que ça nous coûtera une fortune parce qu'il ne faut pas compter sur les adhérents ou autres subventions pour nous épauler. Tout tombera sur le dos de la mairie. A moins que j'ai un avis contraire donc pour moi ça c'est un projet qui va un peu plus loin que les 3 années à venir.

Christophe VIGNAUD :

Alors je vais juste reprendre la parole par rapport à cette démonstration de la part de Baudouin MERLET sur l'office de tourisme. Tout d'abord c'est complètement hors sujet puisque nous parlons du ROB 2023 dans lequel c'est une globalité des choses déjà premier point.

Et c'est hors sujet, mais tu voulais dire quelque chose donc voilà c'est chose faite. En ce qui concerne l'office de tourisme, je vais juste reprendre les points et je vais essayer de recadrer parce que tu as dit beaucoup de choses dont beaucoup de points qui sont lancés comme ça pour lesquels pour l'instant aucune décision n'a été prise. Aujourd'hui il y a une organisation qui existe et nous devons respecter les uns et les autres. Il y a un président, un directeur et 5 ETP. Ce sont donc 6 personnes et pourquoi nous avons 6 personnes en CDI, c'est parce que nous voulons avoir un office de tourisme de catégorie 1 qui nous permet de pouvoir garder notre indépendance et tout ça c'est une politique et cette politique elle a été menée avant nous et avant nous et avant nous... et elle sera j'espère menée après nous et après nous !

Pourquoi ? Parce que notre commune a besoin d'avoir sa propre identité, de pouvoir travailler sur ses propres événements, ses propres plans et de pouvoir faire ce qu'elle souhaite comme elle le souhaite !

Aujourd'hui ce travail-là est fait. Et il est bien fait par les équipes qui sont en place, il est très clair que par rapport au budget nous avons eu des réunions entre Noël et jour de l'an avec les intéressés ; que ce soit le président ou le directeur le directeur de l'office pour comprendre leur fonctionnement, pour comprendre leurs besoins et pour comprendre leur méthodologie en ce qui concerne la gestion de l'office.

Il est apparu que les structures dures étaient relativement incompressibles et nous en avons encore parlé cet après-midi c'est sûr quelques « babioles », si je ne me trompe pas c'est entre 20 et 30 000€ pour lesquels nous pourrions faire des efforts et arriver à descendre les choses pour la bonne gestion de cet office. Le président et le directeur en sont conscients et pour avoir une certaine forme de légitimité pour pouvoir le gérer comme ils le souhaitent, il serait préférable qu'ils aillent trouver des ressources supplémentaires à l'extérieur autres que celles des subventions que nous donnons. Effectivement, elles sont relativement importantes puisqu'on est entre 300 et 380 000€ qui correspondent aux fonctions dures de l'office. Ils ont un budget global qui tourne environ à 571 000€ événements compris, ils en sont conscients mais il est difficile d'aller trouver les ressources supplémentaires.

Alors certes, il y a sûrement des choses à améliorer, il y a sûrement des moyens d'aller chercher des ressources supplémentaires, il y a sûrement des objectifs que nous devons leur donner.

Et c'est exactement toute la discussion que nous avons eu entre Noël et jour de l'an avec ces équipes-là, avec leur expert-comptable que nous avons reçus à 3 reprises pour essayer de comprendre pourquoi il y a eu des demandes supplémentaires pour la fin 2022, nous l'avons compris, ils nous ont tout expliqué ; et pourquoi 2023 ils nous demandaient le budget, c'est le budget dont nous avons discuté cet après-midi.

Aujourd'hui, on ne peut pas imaginer ce que tu es en train d'expliquer. Réintégrer un office de tourisme à l'intérieur de la municipalité, pour l'instant il n'en est pas question, on peut imaginer plein de choses on peut améliorer ce qui existe et essayer de faire en sorte que l'office devienne plus performant et je pense qu'ils peuvent le faire et il y a des équipes pour cela. Un personnel qui effectue du bon travail, et peut-être qu'ils pourraient faire mieux, comme tout le monde !

Les réintégrer à l'intérieur de la commune ce n'est pas la priorité. La priorité de 2023 c'est de savoir si le budget alloué à l'office aujourd'hui est suffisant ou en tous cas de faire en sorte qu'il le soit.

Afin que l'office puisse travailler et voir aussi à nous de voir comment on pourrait améliorer leur fonctionnement, les accompagner pour qu'ils aillent chercher des ressources supplémentaires.

Ensuite la réintégration et le changement de statut de l'office, ne peut pas se faire comme ça d'un coup de baguette. Ce sont des choses qui doivent être anticipées et programmées. Et s'il y a quelque chose à faire évoluer, je dis bien faire évoluer peut-être que l'intégration serait peut-être envisageable, mais pour l'instant ce n'est pas le cas !

Il faut travailler les structures pour qu'elles soient plus efficaces et ça nous sommes tout à fait d'accord dans tous les cas, dans les dépenses, dans les recettes dans les ressources qu'ils doivent trouver. Et quand tu parles de ce qui n'est pas provisionné, ce n'est pas provisionné en tant que tel, c'est vrai et c'est une des choses sur lesquelles tout le monde est conscient que ce soit leur expert-comptable, que ce soit eux. Ils en sont conscients. Donc ils vont travailler cette année pour qu'il y ait une forme, alors pas de provisions parce qu'en fait ce n'est pas obligatoire.

Baudouin MERLET :

C'est du Hors bilan ;

Christophe VIGNAUD :

Oui tout à fait, c'est du hors bilan. L'expert le savait, et le hors bilan ils vont le travailler et ils en sont conscients qu'il y a du travail. Donc d'ici 2 ans on aura les moyens et l'argent nécessaire pour que le directeur puisse partir à la retraite dans les conditions normales par rapport à son contrat puisque comme tu l'as très bien dit ce sont des CDI ; donc qui dit CDI, dit des conventions collectives, dit des obligations de départ avec des avantages qui sont liés aux fonctions et au nombre d'années qu'ils ont passé dans l'établissement.

Voilà, donc à ce jour, la seule chose qu'il faut faire et ils en sont tous conscients, c'est de trouver les points d'améliorations pour que l'office soit encore plus efficace. Ce n'est peut-être pas assez rapide à notre goût et au tien mais à nous de les aider pour qu'ils puissent aller dans ce sens que nous souhaitons.

Baudouin MERLET :

C'est une chose de les aider,

Christophe VIGNAUD :

Oui et c'est aussi notre rôle.

Baudouin MERLET :

Oui, les aider mais aussi pouvoir aussi suivre ce qu'ils font quand on les aide et je reviens à ce que je dis, nous n'avons pas les moyens avec cette organisation actuelle et je répète que je ne vise pas les hommes, cela m'est égal, en revanche les provisions hors-bilan oui cela m'intéresse.

Ce qui m'intéresse également c'est comment pouvons-nous donner même si on ne peut pas tout réaliser aujourd'hui, et je ne demande pas l'intégration immédiate à l'intérieur de la mairie de l'office du tourisme mais enfin j'ai quand même entendu des discours qui varient de temps en temps, et le mien ne varie pas !

J'ai entendu que ça ne fonctionnait pas terriblement, j'ai entendu beaucoup de choses, j'ai entendu on va « virer » le président, j'ai entendu de tout ! Bon j'insiste sur le fait que la mairie n'a aucun droit de regard par la voix du vote du Conseil d'administration pour assurer le suivi d'éventuelles aides supplémentaires qu'on leur apporterait pour les aider à faire je ne sais quoi !

Donc je reviens sur le sujet de fond et je vais conclure, je m'arrêterai là-dessus, je suis aussi surpris et quand on se limite alors je sais que ce n'était pas tout à fait l'objet de ce Conseil, mais on se limite tu l'as dit d'ailleurs lors de ma première intervention, on parle de 2023/ 2024.

Christophe VIGNAUD :

Non, 2023 !

Baudouin MERLET :

Ah bien c'est encore pire ! On est vraiment dans un système où l'on traite exclusivement et j'ai rien contre, de comptabilité générale fut elle-même analytique, fut elle-même parfaitement présentée comme l'a dit Lionel ; mais on évoque absolument pas comme le ferait dans une entreprise du privé, on n'évoque absolument pas, à partir de cette base là ce qui se passera après, et cela n'a rien à voir avec « l'avant et l'après Christophe VIGNAUD » Puisqu'il s'agit d'une communauté avant de s'agir d'un maire, et ce sera pareil pour le suivant.

Et donc je suis surpris qu'on ne puisse pas approfondir un peu plus à partir de cette base là, ça peut faire rigoler mais je suis sérieux, qu'on ne puisse pas évoquer à cette occasion et à ce conseil municipal de début d'année et de mi-mandature, des gros sujets qui impliqueront des investissements au-delà de cette mandature.

On ne reste que sur un aspect purement comptable et on n'est pas en réaction de direction financière au propre du terme.

Christophe VIGNAUD :

Ce n'était pas le sujet ce soir, ni même l'occasion comme tu dis ! Ta sortie de ce soir n'est pas celle qu'il fallait mais ce n'est pas très grave, c'est un autre sujet.

Très honnêtement, l'office du tourisme aujourd'hui ce n'était pas le sujet, moi je n'ai rien à redire, tout a été expliqué.

Pourquoi, comment les accompagner en 2023. Aujourd'hui, le ROB c'est pour 2023, c'est donc l'orientation budgétaire est un débat, alors je suis désolé si cela ne correspond pas à ta vision comme une entreprise privée, et nous venons du privé tous les 2 et c'est vrai que les budgets ne sont pas conçus de la même manière, mais une municipalité comme un EPCI, comme un gouvernement, on

parle d'un budget annuel, et nous essayons d'aller au-delà avec nos logiciels de prospective qui nous permettent de réfléchir, d'imaginer et de prévoir l'avenir. C'est une chose importante et nous avons investi là-dessus cette année avec Mélanie (FOURGS) qui le gère très bien.

Donc malheureusement ce soir c'est 2023 même si cela ne te convient pas totalement !

Mais on est obligé de parler de 2023, d'un ROB, une orientation budgétaire, d'une politique qui n'est peut-être pas celle à laquelle tout le monde adhère et il peut y avoir des différences et Lionel nous en a fait part, on peut l'entendre, on peut l'admettre.

Les choses sont assez claires, discussion sur le ROB 2023, nous avons entamé une discussion sur 2024/ 2025/ 2026 mais qui n'était normalement pas à l'ordre du jour. Alors, nous avons bien voulu débattre dessus parce que c'est important et pour que tout le monde autour de la table et tous ceux qui nous suivent puissent comprendre où nous souhaitons aller par rapport à nos projets, et aux éléments complémentaires que peut amener Lionel dans son discours sur le développement durable notamment.

Quand nous sommes à la communauté de communes, le ROB c'est 2023 on ne parle que de 2023, c'est aussi simple que cela !

Et ce n'est pas nous qui dictons les règles, nous sommes obligés de nous plier à des points légaux pour une municipalité, un EPCI, avec le gouvernement qui fixe les règles par rapport à un budget et aux prévisions budgétaires. Afin de pouvoir voter le budget dans 2 mois c'est-à-dire au mois de mars.

Baudouin MERLET :

Je vais terminer là-dessus, mais je suis intimement convaincu mais je peux me tromper, que dans un terme pas très long et compte tenu des positions qui sont prises par la fonction publique en général et au plan national qui consiste à délocaliser, si vous décentralisez de plus en plus vers les collectivités surtout d'un point de vue financier, que nous avons tout intérêt à commencer à imaginer, non pas à sortir totalement de ce que tu appelles « les logiciels publics », qui sont souvent un frein d'ailleurs à un élan qu'on voudrait donner un peu plus rapide à la dynamique de la municipalité ; on devrait sortir ou s'écarter de temps en temps, à condition que ce soit légal, on devrait s'écarter de cela pour pouvoir aller un peu plus de l'avant et non sur la base d'un logiciel, d'un mode de fonctionnement ; et être plus autonome financièrement. De toute façon, cela s'imposera à nous et aux municipalités qui ont l'envie d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus en avant sur les projets que tu as cités.

Donc je fais le pari que dans 1 an, dans 2 ans, dans 3 ans compte tenu de cette attitude de la part de la fonction publique, nous serons de toute façon contraints à nous orienter vers un schéma beaucoup plus autonome.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, je pense que le débat est clos. Il a eu lieu et c'est très bien, nous avons d'autres sujets à aborder ce soir. Et ils ont lieu, je vous en remercie. Et tous les sujets sont importants.

Je considère que nous avons été bien au-delà de l'ordre du jour initialement prévu, bien au-delà de 2023, bien au-delà des compétences des uns et des autres. Nous savons qu'il y a du travail pour l'Office de tourisme, et ils le savent.

Nous avons également du travail à faire sur soi-disant la communication, qui n'est pas assez importante. Et je vous écoute.

Alors non pas la communication, mais ce n'est pas assez participatif. Donc, j'ai bien entendu les uns et les autres, faire de temps en temps des reproches, de temps en temps des compliments mais très peu

d'ailleurs, mais ce n'est pas très grave, l'important c'est que la commune puisse continuer à vivre, à avancer.

Nous avons encore 3 ans et oui Henri, je fais du violon parce que c'est plus fort que moi !

Henri ARBEILLE :

Ce que j'aime c'est quand tu dis que le débat a eu lieu alors que tu as essayé de m'interrompre et de me couper le micro.

Christophe VIGNAUD :

Franchement tu te sens mal aimé et je suis désolé, mais ce n'est pas vrai ! Le débat est clos pour le ROB. Je tiens quand même à remercier Mélanie (FOURGS) qui a bien travaillé sur ce sujet, vous l'avez remercié à plusieurs reprises, et c'est très bien et je vais faire comme vous, je vais la remercier parce qu'elle a bien bossé et heureusement qu'elle était là !

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-002 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2023. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

VU l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

CONSIDÉRANT que ces orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 19 décembre 2022 et en Commission générale du 6 janvier 2023.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

PRÉCISE que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 3, il s'agit de la présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire de la commune.

MARCHES PUBLICS

3. Présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire de la commune de Soorts-Hossegor.

Par délibération actée le 8 juillet 2022, le Conseil municipal de la commune s'était prononcé sur la définition de mission de service public et la mise en place d'un cadre juridiquement adapté aux activités de plage, le conseil municipal s'est prononcé sur le principe d'une délégation de service public, une DSP pour la gestion du service public balnéaire, donc des plages.

La DSP pour les cabanes de plage sont pour 2 saisons avec une tranche conditionnelle pour 2025 et 2026, vous savez nous sommes en discussion pour pouvoir continuer à travailler principalement les cabanes qui ont un lien avec la restauration, non pas avec le sport puisque celles-ci ont été d'ores et déjà accordées par la préfète et nous attendons un document officiel de sa part.

Nous travaillons pour ces 3 conditions et c'est assez long mais comme tous les rendez-vous avec la préfecture c'est un peu long mais nous allons y arriver. Nous avons un accord de principe sur ces concessions de plage, cette activité est considérée comme utile pour la surveillance que nous avons sur nos plages et les écoles de surf auront des horaires beaucoup plus élargis que nos surveillances propres.

Le cas échéant, et cela a été le cas, ils pourront aider des personnes qui se trouveraient en difficulté dans les zones où il n'y a plus de surveillance.

Pour ce qui est des espaces ayant une activité liée à la restauration, c'est comme je vous l'ai dit assez long, il faut rencontrer la préfecture pour finaliser les autorisations concernant les tranches conditionnelles et reparler de ce qui est possible d'être envisagé pour les années suivantes.

Après reçu les dossiers de candidatures et tout en respectant les modalités de choix en date du 4 janvier 2023 je vais vous communiquer les attributions :

Lots et Localisations	Candidatures retenues
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord	Johan PONCET
Lot n°5 : Ecole de surf plage du boiteux sud	Lot déclaré infructueux
Lot n°6 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	Emmanuel MAGNIEN
Lot n°7 : Ecole de surf plage de la Gravière	Arnaud DARRIGADE
Lot n°8 : Location de Transat plage Centrale	Baptiste BATY
Lot n°9 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	Florence BRUMENT
Lot n°10 : Club de plage à la plage Sud	Thierry KRAWIEC et David DUBES

Est-ce que vous avez des questions sur le sujet ?

Qui est pour ? qui est contre ? qui s'abstient ? A l'unanimité, merci !

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-003 : Présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 1120-1 et suivants et L. 3100-1 et suivants,

VU la délibération n° 220708-005 en date du 8 juillet 2022 par laquelle le conseil municipal s'est prononcé sur la définition de mission de service public et de la mise en place d'un cadre juridiquement

adapté aux activités de plages. Il s'est prononcé sur le principe d'une délégation de service public pour la gestion du service public balnéaire pour une durée de :

- un an et onze mois pour la tranche ferme avec une prise d'effet au 1er février 2023 et un terme fixé au 31 décembre 2024 ;
- et 2 ans pour la tranche optionnelle avec une prise d'effet au 1er janvier 2025 et un terme fixé au 31 décembre 2026.

VU la consultation qui s'est déroulée comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « Landespublic » le 2 septembre 2022.

L'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la Commune le 2 septembre 2022, sur les sites Marchés Online et LSA.fr le 6 septembre 2022, publié au JOUE le 7 septembre 2022, sur le BOAMP le 7 septembre 2022, sur le Sud-Ouest le 8 septembre et le 9 septembre 2022.

Vu le registre des dépôts clos le 28 octobre 2022 à 14h00 comportant les candidatures et les offres suivantes :

Lots et Localisations	Dossiers de candidatures déposés
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	○ Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	○ Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	○ Thomas HONEY ○ Etienne et Pierre-Hugo DUCOM ○ Chayenne JACOBS et Arthur BUCHARD ○ Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord	○ Vincent DELMARES ○ Johan PONCET
Lot n°5 : Ecole de surf plage du boiteux sud	○ Johan PONCET
Lot n°6 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	○ Thomas HONEY ○ Etienne et Pierre-Hugo DUCOM ○ Emmanuel MAGNIEN
Lot n°7 : Ecole de surf plage de la Gravière	○ Arnaud DARRIGADE ○ Darrigood Surf School
Lot n°8 : Location de Transat plage Centrale	○ Baptiste BATY
Lot n°9 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	○ Florence BRUMENT
Lot n°10 : Club de plage à la plage Sud	○ Thierry KRAWIEC et David DUBES

VU le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 7 novembre 2022 pendant laquelle ont été, effectuée l'analyse des candidatures, dressée la liste des candidats admis à présenter une offre, et ouvertes les offres.

VU le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 23 novembre 2022 analysant les offres,

VU le rapport de Monsieur le Maire établi en application des dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, transmis aux élus le 3 janvier 2023

VU les projets de contrats de concessions portant délégation de service public et ses annexes,

CONSIDÉRANT qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix des délégataires et d'approuver les contrats de délégation de service public et ses annexes,

CONSIDÉRANT qu'au terme des négociations, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir les offres des candidats suivants :

Au regard des critères d'analyse définis par le règlement de la consultation, et rappelés ci-avant, il est proposé de retenir les offres des candidats suivante :

Lots et Localisations	Candidatures retenues
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord	Johan PONCET
Lot n°5 : Ecole de surf plage du boiteux sud	Lot déclaré infructueux
Lot n°6 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	Emmanuel MAGNIEN
Lot n°7 : Ecole de surf plage de la Gravière	Arnaud DARRIGADE
Lot n°8 : Location de Transat plage Centrale	Baptiste BATY
Lot n°9 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	Florence BRUMENT
Lot n°10 : Club de plage à la plage Sud	Thierry KRAWIEC et David DUBES

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le choix des délégataires pour la gestion du service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les contrats de délégation de service public pour le service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor après validation des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

AUTORISE Monsieur le maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

4. Signature d'une convention pour le lancement d'un groupement de commandes dans le cadre de la Stratégie « recul du trait de côte » avec les communes de Capbreton et Labenne.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 4, la signature d'une convention pour le lancement du groupement de commandes dans la cadre de la stratégie « recul du trait de côte » avec les communes de Capbreton et de Labenne.

C'est un point important que je voulais vous soumettre, nous travaillons en collaboration avec les communes de Capbreton et Labenne sur une stratégie très concrète sur le recul du trait de côte.

Comme vous le savez nous sommes souvent confrontés et régulièrement à des tempêtes mais aussi à l'érosion de l'océan. Nos plages qui subissent cette érosion, nous surveillons très régulièrement cela avec des relevés annuels.

Nous avons d'ailleurs des accords avec une société qui réalise un état des lieux, qui fait aussi l'état de la bathymétrie en ce qui concerne le lac et qui nous rapporte tout cela 2 à 3 fois par an. Cela nous permet d'identifier des zones qui pourraient avoir besoin de ré-ensablement.

D'ailleurs le travail que nous planifions pour le désensablement du lac et je vous en ai parlé à mainte reprise est une première étape dans le processus, si on peut le faire dès 2024.

Le groupement de commande que nous souhaitons mettre en place et que Capbreton va porter est pour optimiser et mutualiser nos différentes dépenses. Cette convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie, la commune de Capbreton sera donc désignée comme coordinateur du groupement et assurera à ce titre la centralisation des besoins des bénéficiaires, la rédaction de toutes les pièces de procédure de passation nécessaire à son exécution, d'organiser et mettre en œuvre la procédure de consultation. Parallèlement à cela, la gestion des opérations de consultation et de mise en concurrence sera aussi déléguée à Capbreton. Chaque commune membre de ce groupement de commandes se chargera ensuite de l'attribution, de la notification et de l'exécution de son propre marché. Est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ?

André JAKUBIEC :

Pourquoi il n'y a pas Seignosse ?

Christophe VIGNAUD :

Parce que la stratégie a été faite entre les 3 communes de Labenne Capbreton et Hossegor, Seignosse ne fait pas partie de cette stratégie globale et ce n'est pas volontaire.

Passons au vote est-ce que vous m'autorisez donc à signer cette convention ? qui est contre ? qui s'abstient ? qui est pour ? Unanimité, Merci.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°232001-004 : Signature d'une convention pour le lancement d'un groupement de commandes dans le cadre de la Stratégie « recul du trait de côte » avec les Communes de Capbreton et Labenne.

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1414-3.-I, L. 2121-2, L. 2121-22 et L. 2121-29,

VU le code de la commande publique,

Les villes de Capbreton, de Labenne, et de Soorts-Hossegor peuvent procéder au lancement d'une consultation relative au suivi du littoral, axe 2 du programme d'actions, qui consiste aux levés

topographiques annuels des dunes et des estrans dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) pendant la période 2023 - 2027.

Dans le cadre du code de la commande publique et afin de mutualiser les démarches et de permettre des économies d'échelle, les trois communes souhaitent constituer un groupement de commandes.

Une convention constitutive du groupement sera établie afin de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement. Selon les termes de cette convention, et dans le cadre de la Stratégie, la Commune de Capbreton sera désignée comme coordonnateur du groupement.

Elle assurera à ce titre :

- La centralisation des besoins des bénéficiaires,
- La rédaction de toutes les pièces de procédure de passation et nécessaires à son exécution, pour organiser et mettre en œuvre la procédure de consultation,
- La gestion des opérations de consultation et de mise en concurrence,
- L'envoi des courriers aux candidats non retenus.

Chaque membre du groupement se chargera ensuite de l'attribution, de la notification et de l'exécution de son propre marché.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal*

APPROUVE le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes entre les Communes de Capbreton, Labenne, et de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics dans le cadre de la Stratégie « recul du trait de côte ».

CHARGE Monsieur le Maire ou son représentant de signer cette convention.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les marchés publics et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

5. Délibération rapportée : Reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la commune à la communauté de communes.

Christophe VIGNAUD :

Délibération suivante, donc délibération rapportée c'est très important, il s'agit du reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la commune la communauté de communes MACS

Edouard DUPOUY :

Tu me laisses annoncer la bonne nouvelle ?

Christophe VIGNAUD :

Je te laisse annoncer la bonne nouvelle.

Edouard DUPOUY :

C'est assez drôle, je ne sais pas si vous vous souvenez lors du Conseil municipal du 30 septembre, nous avons voté des taux, pourquoi ? Parce que la loi finance nous obligeait de reverser tout ou partie du produit de la taxe d'aménagement à la communauté de communes. Nous avons alors délibéré en ce sens.

Or, la loi de finances rectificative à annulé cette obligation de reversement. Donc ce serait bête que l'on reste avec ces taux que nous avons votés précédemment.

Il convient donc de les annuler puisque le reversement n'est plus obligatoire, et c'est une très bonne nouvelle je trouve.

Christophe VIGNAUD :

Dans la situation est très simple, donc qui est pour l'annulation de la délibération du 30 septembre 2022 ?

Lionel BARBERIS :

Toutes les communes membres font pareil ?

Christophe VIGNAUD :

Non, alors non et c'est un gros sujet, donc nous devons, et nous ne sommes pas tous d'accord autour de la table puisque les propositions de MACS c'est 80% pour l'EPCI, 20% pour les communes.

Pour rappel lors du Conseil du 30 septembre 2022, nous nous étions prononcés sur un reversement d'une partie de cette taxe qui était perçue par la commune à l'EPCI avec la répartition suivante :

- 31% pour MACS
- 69% pour la commune

Nous avons repris l'ensemble des dépenses qui avaient été effectuées par la commune depuis de nombreuses années sur la zone de Pédebert puisque cela concerne que les zones d'activités.

Donc ce soir, nous devons donc voter l'annulation de la délibération du 30 septembre 2022. Je voulais savoir ce que vous en pensiez ?

Qui s'abstient ? qui est contre ? Qui pour ? Unanimité, merci. Cela va faire débat.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-005 : Délibération rapportée : Reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Commune à la Communauté de communes

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que L'article 109 de la loi de finances pour 2022 avait modifié la rédaction de l'article L. 331-2 du code de l'urbanisme (CU), rendant obligatoire le reversement de tout ou partie du produit de la Taxe d'Aménagement (TA).

Il s'agit du reversement du produit de la TA perçu par les communes, aux EPCI ou groupements de collectivité dont elles sont membres en fonction des compétences exercées par ces derniers et des investissements réalisés en équipements publics pour l'urbanisation.

Devant cette obligation réglementaire, lors de la séance du 30 septembre 2022, le Conseil Municipal s'était donc prononcé sur le reversement d'une partie du produit de la taxe d'aménagement perçu par

la commune à l'EPCI dont elle est membre ; il avait été décidé de répartir les recettes de TA en tenant compte de la charge des équipements publics relevant de chacun comme suit :

- 31 % pour la Communauté de communes MACS ;
- 69 % pour la Commune de Soorts-Hossegor.

Toutefois, l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 de finances rectificatives pour 2022, est venu supprimer ce principe de reversement obligatoire de tout ou partie du produit de la taxe d'aménagement par les Communes à l'EPCI dont elles sont membres, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de ses compétences.

Par conséquent, le reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes à leur EPCI redevient facultatif.

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer pour rapporter la délibération du °220930-008 en date du 30 septembre 2022, c'est-à-dire annuler purement et simplement tous les effets de cette délibération, compte tenu de la possibilité offerte par l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022.

VU l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

VU l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 de finances pour 2022 ;

VU l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive ;

VU le code général des impôts, et notamment son article 1379 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°220930-008 en date du 30 septembre 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le rapport de la délibération n°220930-008 en date du 30 septembre 2022.

INDIQUE qu'en conséquence les reversements du pro rata de produit de taxe d'aménagement initialement prévus par la délibération n°220930-008 en date du 30 septembre 2022, à compter du 1^{er} janvier 2023, ne seront pas effectués.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches et à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

6. Adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 6, l'adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages des travaux que nous faisons sur le secteur de la place des Landais.

Nous nous étions engagés à mettre en place une commission d'indemnisation pour les commerçants qui se trouvent sur la place des Landais. Pour rappel nous avons voté la création de cette commission le 4 novembre 2022, ce soir il s'agit de valider le règlement de cette commission.

3 élus désignés par le Conseil en la personne d'Edouard DUPOUY en tant qu'expert pour la commune, de Lionel BARBERIS dans la commission et moi-même plus tous les autres membres qui auront à charge de statuer sur ces demandes d'indemnisation.

En plus de nous 3, le président du tribunal administratif de Pau ou un magistrat de l'ordre administratif, un représentant de la chambre de commerce et d'industrie des Landes, un représentant de la Chambre des métiers et de l'artisanat des Landes, un représentant de la direction générale des finances publiques, un représentant de l'ordre des experts-comptables.

Je rappelle, pour que les choses soient bien claires, cette commission se réunira en fin de chantier donc c'est-à-dire entre mai et juin de cette année.

Nous demanderons aux entreprises et aux restaurateurs, différents éléments, tels que les bilans annuels et une explication de texte par rapport à leurs pertes éventuelles de chiffre d'affaires pendant cette période.

La commission devra statuer sur une indemnisation, sur un montant d'indemnisation qui leur sera proposée.

Est-ce que vous avez des questions relatives à cela ?

En tout cas c'est le process tel que nous l'avons imaginé, vous aviez fait ce genre de choses je me souviens lors des travaux du bourg de Soorts. Nous sommes donc dans la même logique.

Lionel BARBERIS :

Est-ce qu'une enveloppe a été prévue dans le ROB ?

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est une très bonne question !

Lionel BARBERIS :

C'est Caroline (CABANAC-ESCANDE) qui me l'a soufflée, elle m'a dit mais est-ce qu'on a une enveloppe dans le ROB ? Parce qu'on a une augmentation des charges mais je ne suis pas sûr qu'on l'ait prévue.

Christophe VIGNAUD :

Non, alors et pour être très honnête avec toi, non. On ne connaît pas la somme, après nous avons un matelas que Mélanie (FOURGS) nous garde toujours ça sous un petit matelas sous le bureau.

Trêves de plaisanteries, passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-006 : Adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais.

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles 2044 et suivants du code civil,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour prévenir et régler amiablement les conflits,

VU la délibération n°221104-010 du 4 novembre 2022 portant sur le principe de création d'une commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,
VU le projet de règlement annexé à la présente,

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor est maître d'ouvrage de l'opération de réhabilitation du secteur des Landais, consistant à aménager les espaces publics, les voies, les trottoirs et les réseaux du secteur des Landais,

CONSIDÉRANT que malgré la volonté affichée par la Commune de limiter au maximum les nuisances pour les riverains des emprises du projet, il demeure possible que les travaux puissent occasionner une gêne anormale et spéciale aux commerces et autres locaux professionnels et influencer sur leur activité,

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor a décidé lors du Conseil Municipal du 4 novembre 2022 de mettre en place une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux publics par la voie de la transaction et de créer une commission d'indemnisation dédiée.

CONSIDÉRANT la nécessité de définir la composition de la commission,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le règlement intérieur de la commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques joint en annexe, dans lequel sont définis le périmètre d'intervention et la composition de ladite commission.

PRÉCISE que les crédits seront ouverts au budget de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Christophe VIGNAUD :

Point suivant, les ressources humaines donc je vais laisser la parole à Baudouin MERLET qui va nous expliquer les différents points dont le renouvellement et la modification de la convention de mise à disposition d'un agent communal au CCAS pour la fonction de chargée de mission à l'EHPAD les magnolias.

RESSOURCES HUMAINES

7.Renouvellement et modification de la convention de mise à disposition d'un agent communal au CCAS pour la fonction de chargée de mission à l'EHPAD Les Magnolias.

Baudouin MERLET :

Je veux bien m'exprimer sur ce sujet mais c'est toi qui a principalement la main dessus, alors je vais vous la lire et tu rectifieras.

Il y a eu un manque pour assurer une fonction pour l'autonomie des personnes qui y sont et le manque était à combler. En utilisant, si je puis dire entre guillemets, un agent qui travaille à la crèche et qui a été détaché partiellement à l'EHPAD, donc avec la répartition de son emploi du temps entre la crèche et l'EHPAD. Il apparaît nécessaire de prolonger jusqu'au 1^{er} juin. Et je ne vois pas comment on pourrait s'y opposer.

Christophe VIGNAUD :

Sa quotité ne sera plus qu'à 10%. Et vous avez le choix de donc moi pour vous avez le choix vous avez le choix de pas de pas voter, de vous abstenir ou de ou de ne pas être d'accord.

Baudouin MERLET :

Mais enfin le Conseil municipal doit quand même autoriser Monsieur le maire à signer cette convention.

Christophe VIGNAUD :

Je vous demande de m'autoriser à signer le renouvellement de cette convention de mise à disposition partielle et temporaire de cet agent communal jusqu'au 1^{er} juin 2023. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Henri ARBEILLE ? Qui est pour ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n° 230120-007 : Renouvellement et modification de la convention de mise à disposition d'un agent communal au CCAS pour la fonction de chargée de mission à l'EHPAD Les Magnolias

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Vu l'article L123-5 du code de l'action sociale et des familles,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'apporter un soutien et de faciliter la bonne continuité des services à l'équipe encadrante de l'EHPAD à la suite du recrutement d'une coordinatrice en mars 2022,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'établir le renouvellement et la modification de la convention de mise à disposition d'un agent entre la commune de Soorts-Hossegor et le CCAS de Soorts-Hossegor pour l'EHPAD les Magnolias,

Il convient donc de renouveler temporairement et partiellement la convention de mise à disposition d'un agent communal au titre de chargée de mission au CCAS pour l'EHPAD à raison de 10% de sa quotité de travail et de participer au roulement des astreintes.

La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise à disposition ci-annexée.

Sa mise en œuvre se fera par voie d'arrêté individuel à compter du 1^{er} janvier 2023, date de la mise à disposition, et ce pour une durée de six mois.

*Après en avoir délibéré,
Par 24 voix pour
1 abstention (Henri ARBEILLE)
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de mettre à disposition un agent communal au CCAS en tant que chargée de mission de l'EHPAD Les Magnolias.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition d'agents territoriaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et le CCAS représentant l'EHPAD Les Magnolias, dont un exemplaire est joint à la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

8.Modification de la durée hebdomadaire de travail d'un agent du service social.

Baudouin MERLET :

Oui, il paraît et c'est même sur, qu'au moment de la crise sanitaire, il y a eu une nécessité supplémentaire de transport des repas... Ce qui a justifié de déplacer un agent, et ce n'était pas la seule raison et de l'affecter à cette fonction.

Cet agent si je ne me trompe pas c'est une personne qui travaillait au Trinquet ? Ce n'est pas cela ? Peu importe. On ne va pas citer de noms.

Cela engendre la modification de la durée hebdomadaire de travail de cet agent au service social et nous vous demandons simplement d'autoriser Monsieur le Maire à réaliser les démarches nécessaires à cette modification, qui est, de mon point de vue, totalement justifiée.

Christophe VIGNAUD :

Des questions ? Passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité, merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-008 : Modification de la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent social à temps non complet de 25 heures

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent social au service du portage de repas à temps non complet de 25 heures hebdomadaires afin d'octroyer 5 heures hebdomadaires supplémentaires nécessaires au surcroît d'activité.

*Après avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de porter, de 25 heures à 30 heures le temps hebdomadaire de travail de l'agent titulaire sur un emploi d'agent social au service du portage de repas à compter du 1^{er} février 2023,

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

9.Création d'un emploi permanent à temps non complet de 15 heures hebdomadaires.

Christophe VIGNAUD :

Point suivant, la création d'un emploi permanent à temps non-complet de 15h hebdomadaires.

Baudouin MERLET :

C'est amusant parce que quand on passe aux ressources humaines, c'est comme quand on s'adresse aux enfants on leur dit on va faire un temps de calme avant d'aller se coucher...

Alors, il s'agit de créer un emploi d'une durée inférieure à 17h30, et je ne vais pas rentrer dans tous les détails techniques et les articles. A compter du 1^{er} février 2023 à la suite du changement de lieu de travail et à la modification de la durée hebdomadaire de travail d'un emploi de plus de 10% pour un agent contractuel permanent d'adjoint technique territorial.

Si vous avez des questions au cours du développement, vous les posez mais je ne suis pas sûr d'être capable d'y répondre.

Ce poste va être transformé en un temps non-complet de 15h et je passe des détails et je vous demande de valider ce point-là qui n'a pas intérêt majeur mais la fonction elle-même, si !

Christophe VIGNAUD :

Passons au vote, si vous êtes d'accord. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? A l'unanimité ?

Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-009 : Création d'un emploi permanent à temps non-complet

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi permanent à temps non complet d'un adjoint technique de catégorie hiérarchique C pour assurer les fonctions d'entretien de la Mairie et de l'église de Soorts-Hossegor à compter du 1^{er} février 2023.

VU l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique, notamment l'article L 332-8 5°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 14 décembre 2022,

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor compte au moins 1 000 habitants,

*Après avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DECIDE :

- De créer un emploi permanent à temps non complet à raison de 15h00 par semaine d'un adjoint technique de catégorie hiérarchique C à compter du 1^{er} février 2023 ;
- Que cet emploi sera inscrit au tableau des effectifs de la Commune ;
- Que le niveau minimum requis pour postuler cet emploi est le suivant : aucun diplôme requis ;
- Que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions de : Agent chargé de l'entretien de la mairie et de l'église ;
- Que l'emploi sera pourvu par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article L.332-8 5° du code général de la fonction publique. Dans ce cas, l'agent sera recruté par contrat de travail de droit public d'une durée maximale de 3 ans (renouvelable dans la limite totale de 6 ans) ;
- Que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 367* correspondant au 1^{er} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'adjoint technique, emploi de catégorie hiérarchique C (* Conformément au décret n°2022-1615 du 22 décembre 2022, portant relèvement du minimum dans la fonction publique, à compter du 1^{er} janvier 2023, les agents occupant à temps complet un emploi doté d'un indice inférieur à l'indice majoré 353 perçoivent néanmoins le traitement afférent à l'indice majoré 353 (indice brut 385) ;
- Que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics ;
- Que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet ;
- Que Monsieur le Maire est chargé de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

10.Ouvertures de postes : d'un adjoint technique et d'un agent social.

Christophe VIGNAUD :

Passons aux points suivants.

Baudouin MERLET :

Points suivants que nous allons regrouper cela ira plus vite.

Christophe VIGNAUD :

Oui faisons cela mais pas pour le point numéro 10 qui est différent et pas de même nature.

Baudouin MERLET :

Absolument donc le point 10, c'est ouverture de poste d'un adjoint technique et d'un agent social, alors pour te rassurer Lionel (BARBERIS), cela fait plusieurs fois que je le dis et tu le sais mais quand on parle d'ouverture de poste ce n'est pas une ouverture de poste au sens propre du terme qui vient alourdir la masse salariale. Je n'arrive pas à faire modifier ce terme d'ouverture de poste, qui crée à chaque fois une confusion, donc ce n'est pas une ouverture de poste.

Christophe VIGNAUD :

Baudouin, je pense que Lionel (BARBERIS) connaît les municipalités pour y avoir travaillé !

Baudouin MERLET :

Oui, mais on a le droit aussi de connaître autre chose que les municipalités. Je ferme la parenthèse sur la masse salariale, donc on crée un poste d'adjoint technique à temps complet à la suite du changement de filière de l'agent en question.

Historiquement cet agent en charge de la gestion du trinquet, qui a été réaffecté depuis la mise en DSP du Trinquet. C'est-à-dire la brasserie, qui semble, à priori, donner satisfaction.

Ah tu ne dis rien !

Christophe VIGNAUD :

Si mais... le sujet...

Baudouin MERLET :

De toute façon, il n'y avait qu'un postulant donc pas le choix, je suis allé y dîner et j'étais très content.

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est très bien.

Baudouin MERLET :

Quand on nous y sommes allés tous ensemble, enfin tous, je ne sais pas si tout le monde était invité mais moi j'y étais.

Il ne se souvient pas, j'ai les photos et effectivement les tapas étaient bons, à l'espagnole !

En revanche quand j'y suis allé dîner seul j'ai trouvé ça un peu un peu de moins bonne qualité mais peu importe.

Christophe VIGNAUD :

Oui, peu importe c'est un avis et ce n'est pas le sujet de ce soir.

Christophe VIGNAUD :

Donc, est-ce que vous avez des questions sur ce sujet ?

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité, parfait.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-010 : Ouverture de postes et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir un poste au grade de l'agent à temps complet correspondant à la filière technique, à la suite du transfert d'affectation du poste du service Trinquet au service Périscolaire / ALSH,

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir un poste au grade d'Agent social à temps non complet pour la stagiairisation aux services du Portage de repas, de l'Agence postale communale et du PEJ,

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 02 novembre 2022,

VU l'avis favorable du Comité social territorial du 14 décembre 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- **1 poste d'Adjoint technique territorial à temps complet**

Pour le changement d'affectation d'un poste au service Péricolaire/ALSH à compter du 1^{er} février 2023 ;

- **1 poste d'Agent social à temps non complet**

Pour la stagiairisation d'un poste au service du Portage de repas / Agence postale communale / PEJ à compter du 1^{er} février 2023 ;

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2023.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

11.Ouvertures de postes de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité ».

12.Ouvertures de postes de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité ».

13.Création d'emploi temporaire pour « Remplacement ».

Baudouin MERLET :

Les trois points suivants, ce sont des ouvertures de postes et qui en réalité n'en sont pas, ils sont tous de même nature pour « stocker » les saisonniers dans diverses activités. Je pense qu'il n'y a pas grand intérêt à développer.

Cela sert à parer à des manques éventuels notamment en période saisonnière, il n'y a aucun engagement, avec 6 mois maximum.

Pour des salaires, surtout en cette période de négociation, qui sont tout à fait raisonnables et qui ne viennent pas écrouler la masse salariale donc étant de même nature.

Est-ce que vous avez déjà questions, sinon je peux les détailler.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous m'autorisez à réaliser des démarches relatives à tous ces besoins-là ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? qui est pour ? Unanimité, merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-011 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité »

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet, en raison d'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social : 40 Postes
- De catégorie B employés sur les grades d'éducateur des activités physiques et sportives, de rédacteur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'animateur : 8 Postes

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal,*

DÉCIDE de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux.

DÉCIDE que :

- Les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} échelon au 11^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades,
- Les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} au 13^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades et,

RAPPELLE que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n° 230120-012 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité »

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 2°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet en raison d'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux et des plages :

- De grade d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social, de catégorie C ;

- De grade de rédacteur, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale et d'éducateur des activités physiques et sportives de catégorie B.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal,*

DÉCIDE de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux.

DÉCIDE que les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} échelon au 11^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades, les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} au 13^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

RAPPELLE que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-013 : Création d'emplois non permanents pour le remplacement temporaire d'agents indisponibles

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la création d'emplois non permanents à temps complet et non complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires indisponibles en raison :

- D'une disponibilité de courte durée prononcée
- D'office pour raison médicale
- De droit pour raisons familiales
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Congé pour accident de service et maladie professionnelle
- Congé annuel
- Congés de maladie - de longue maladie- de longue durée – de grave maladie
- Temps partiel pour raison thérapeutique
- Congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale avec traitement
- Congé avec traitement, pendant la durée d'un mandat syndical, en qualité de représentant du personnel siégeant au sein d'un CHSCT
- Congé non rémunéré pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées
- Congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 (congrés étendus à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre...)
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé pour siéger, comme représentant d'une association loi 1901
- Congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle
- Congé de présence parentale
- Congé parental
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Selon les grades suivants :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoints techniques, d'adjoints d'animation, d'agents sociaux, d'adjoints administratifs, d'adjoints administratifs principal de 2^e classe, d'adjoints administratifs principal de 1^e classe, d'ATSEM principal de 2^e classe, d'ATSEM principal de 1^e classe, et brigadier-chef principal de police municipale ;
- De catégorie B employés sur les grades éducateurs des activités physiques et sportives, d'éducateurs des activités physiques et sportives principal de 1^e classe, de rédacteur, de rédacteur principal de 2^e classe, rédacteur principal de 1^e classe, de technicien principal de 1^e classe, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure ;
- De catégorie A employés sur le grade d'attaché, d'attaché principal, d'ingénieur principal, d'ingénieur hors classe, d'éducateur de jeunes enfants, et puéricultrice hors classe.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de créer des emplois non permanents à temps complet et non complet, pour le remplacement d'un agent indisponible pour les raisons précitées.

RAPPELLE que les recrutements des agents se feront par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

14. Mise à jour du règlement intérieur du personnel communal.

Christophe VIGNAUD :

Alors point n°14, il s'agit de la mise à jour du règlement intérieur du personnel communal.

Baudouin MERLET :

Nous avons le plaisir souvent avec Monsieur le Maire de convoquer des comités techniques avec les représentants syndicaux dans lesquels sont abordés les aspects qui sont liés à la vie courante de nos agents des municipaux.

Et à l'occasion de ces comités sociaux territoriaux (CST), nous avons eu à évoquer la modification du règlement intérieur pour le personnel dont je viens de parler.

Alors 2 choses, un, ça vaut pour toutes les communes, 2 cela ne coûte rien et cela ne fait que simplement mettre en ordre ce qui est souhaité pour l'ensemble des collectivités locales.

Ce n'est pas un changement de fond, c'est simplement une modification très légère et qui a été validée totalement dans ce comité social territorial avec nos amis représentants du personnel, ils ont même été presque plus loin que nous.

Christophe VIGNAUD :

Lors du CST, ils ont repris le règlement, ils l'ont travaillé en amont et ils nous ont proposé des modifications donc sur quelques articles notamment des RTT non reportés pendant les congés maladie, la mise en place de nouveaux horaires au service évènementiel, la prise en charge partielle et obligatoire de la collectivité pour les abonnements des agents dans les transports en commun.

Cela a été l'occasion de corriger quelques erreurs minimales, nous devons acter ces modifications. Qui seront validées et retranscrites lors du prochain CST au mois d'avril.

Est-ce que vous avez des questions ? Passons au vote donc qui s'abstient ? qui est contre ? et qui est pour ? Unanimité, très bien je vous remercie.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 janvier 2023

Délibération n°230120-014 : Mise à jour du Règlement intérieur du personnel communal de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le 20 janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le treize janvier deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Mathilde VINTROU a donné procuration à Jean BELLOCQ, Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-8,

VU la délibération du Conseil Municipal du 13 mars 2014 adoptant le règlement intérieur du personnel de la Commune de Soorts-Hossegor,

VU la délibération du Conseil Municipal du 06 avril 2022 portant modification du règlement intérieur du personnel Communal de la ville de Soorts-Hossegor,

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 4 octobre 2022,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 14 décembre 2022,

CONSIDÉRANT les réunions de la Commission des Ressources Humaines en date du 6 juillet 2022 et du 2 novembre 2022 afin de procéder à l'étude de propositions visant à modifier les dispositions du règlement intérieur du Conseil municipal,

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de prendre acte des modifications proposées à la suite de ces réunions et des séances du Comité technique, et du Comité Social Territorial.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le règlement intérieur du personnel modifié ci-annexé, et charge Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 20 janvier 2023,

Christophe VIGNAUD :

Nous en avons fini avec l'ordre du jour, les décisions du maire, il n'y en a pas beaucoup ce soir, un récapitulatif :

Affaires Générales :

- Modifications des tarifs service cimetière et funéraire

Marchés publics :

- Marché public de maîtrise d'œuvre relatif à la mise en œuvre du réaménagement durable des plages océanes et lacustre d'Hossegor

Affaires sociales :

- Prolongation d'une mise à disposition d'un logement communal libre

Vous avez aussi été destinataires du calendrier prévisionnel des prochaines assemblées qui vous sera également confirmé par mail par le service juridique notamment par Mélanie (MARTINEZ) qui s'occupe de cela de façon remarquable.

Dernière chose, et Henri (ARBEILLE) en a fait part, que Christian (DUCAMP) puisse se présenter rapidement aux membres du Conseil, et nous en auront terminé pour cette soirée. Christian (DUCAMP) c'est à toi.

Christian DUCAMP :

Bonsoir, alors Christian DUCAMP, j'ai 65 ans, je suis installé à Hossegor depuis 1994, d'origine de Pau retraité depuis avril 2020 et j'ai été cadre chez total, chef de site, la plupart du temps à l'étranger. J'ai terminé à Abu Dhabi sur une plateforme en mer où j'étais responsable du site environnement et sécurité.

Auparavant j'ai fait ça en France et au Nigeria. MNS en 1978, je suis officier de réserve de l'armée de l'air et actuellement je suis moniteur au C.P.J. club pyrénéiste jurançonnais, moniteur de ski alpin fédéral où j'encadre les enfants le samedi et le mercredi suivant les sorties.

Juste une petite précision, je suis désolé mais je ne savais pas que j'allais être convié à intégrer le Conseil municipal et je pars 5 semaines en vacances, donc en février je ne serais pas présent.

Christophe VIGNAUD :

Beau parcours, pour le conseil, ce n'est pas grave, nous comprenons. L'important c'est que tu fasses passer ta procuration. Emmanuelle (BESCHERON) est absente également et nous avons deux membres qui sont aussi absents pour obligations professionnelles.

Pour les commissions, il n'y a pas de problème, je sais qu'il aimerait intégrer la commission urbanisme, travaux avec Cathy (CERIZAY MONTAUT).

Christian DUCAMP :

Oui, puis la commission prévention, sécurité, gestion des plages dont faisait partie David (MINVIELLE) et environnement écologie.

Christophe VIGNAUD :

Voilà, je pense que nous avons terminé, le Conseil est terminé il est 21h18, je vous remercie de votre attention, je vous souhaite une bonne soirée à tous à ceux qui nous ont suivis et nous nous retrouvons

normalement pour un prochain conseil le 24 février prochain sous réserve de modifications éventuelles et puis bon week-end et à bientôt une bonne soirée.

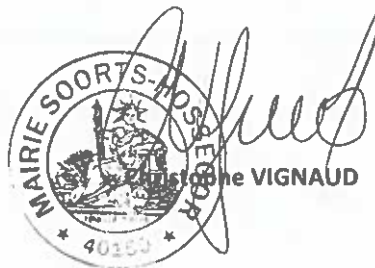
Adopté et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 24 février 2023

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD